

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 1 / MARS 2021

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

SYSTÈMES DE SANTÉ

La qualité des soins remise
en cause

TUNISIE

Le pays avance pas à pas

AUTONOMIE

Débat sur ce qui est une bonne
politique de développement

DOSSIER

SYSTÈMES DE SANTÉ



8

La qualité des soins : une exigence mondiale

Des milliers de personnes décèdent encore chaque année. L'organisation des systèmes de santé doit être revue pour répondre aux besoins changeants de la population.

13

Lier recherche, politique et pratique

Scientifiques, États, donateurs et organisations multilatérales unissent leurs forces pour élaborer de nouveaux modèles de prestations.

14

« Je rêve d'un système que les gens souhaitent utiliser »

Entretien avec Margaret E. Kruk, professeure en systèmes de santé à la Harvard T.H. Chan School of Public Health, à Boston.

16

Une vie meilleure pour les communautés pastorales

En Éthiopie, un projet interdisciplinaire vise à améliorer la santé des populations humaine et animale.

18

Responsabiliser les jeunes

En Bosnie et Herzégovine, la DDC promeut un mode de vie sain dans les lycées.

19

Faits et chiffres

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

TUNISIE



20

Des pas en avant

En pleine crise économique, la Tunisie traverse également une transformation sociale.

24

Sur le terrain avec...

Karima Gmada Kefi, cheffe suppléante du domaine Développement économique et création d'emploi au Bureau de coopération à Tunis.

25

L'artivisme de la jeunesse tunisienne

Olfa Arfaoui évoque la créativité et la résilience des jeunes de son pays.

DDC



26

Des emplois pour les jeunes Honduriens

Au Honduras, un projet aide les jeunes défavorisés à entrer dans le monde du travail.

29

Pour accompagner la parole vers le dépôt de plainte

Au Soudan du Sud, des centres spécialisés offrent un soutien médical, psychologique et juridique aux victimes de violences sexuelles.

Le magazine est également disponible en ligne :

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

FORUM



32

« Le développement, c'est la liberté de mener une vie autonome »

L'économiste du développement Isabel Günther et le sociologue Elísio Macamo débattent de la stratégie de coopération internationale de la Suisse.

35

Entre amélioration et effondrement

Le monde devient-il meilleur ou se dégrade-t-il ? La réponse a des conséquences sur la coopération au développement.

37

Sans journalisme, pas de démocratie

Carte blanche : la Cambodgienne Bopha Phorn évoque les difficultés des médias indépendants dans son pays.

CULTURE



38

« C'est mon monde »

Le photographe Ronald Pizzoferrato présente, à travers ses images, des personnes qui luttent fièrement pour survivre au quotidien à Caracas.

3 Éditorial

4 Périscope

31 DDC interne

42 Service

43 Coup de cœur avec Mbene Mwambene

43 Impressum

UNE LUEUR D'ESPOIR POUR LA SANTÉ



La pandémie de Covid-19 a bouleversé notre quotidien. Un an plus tard, masques, désinfectants et quarantaines restent indissociables de la « nouvelle normalité ». Parmi les conséquences les plus radicales : de lourdes pertes d'emploi, un ralentissement de la croissance économique, des systèmes de santé submergés. Et cette question lancinante : combien de temps encore ?

Le 13 mars 2020, lorsque le premier cas de Covid-19 a été confirmé au Kenya, je pensais que la situation se rétablirait en quelques mois. Au début, je doutais même de l'existence du virus, ne connaissant aucune personne contaminée. Puis, mon cousin, jeune homme vigoureux de 32 ans, a succombé à la maladie. J'ai dû me rendre à l'évidence. Je me revois consulter les statistiques ce jour-là : parmi les défunts, il y avait l'un des miens.

Le Kenya est réputé pour ses magnifiques plages de sable blanc, ses réserves naturelles et les records mondiaux de ses coureurs de fond. La pandémie a rapidement paralysé la vie que nous connaissions. Le tourisme comme le sport font partie des victimes. J'ai dû m'habituer à la distanciation sociale et au télétravail. Il m'arrive encore de passer des jours sans contact humain : l'accès à nos bureaux est restreint. Actuellement, nous formons deux équipes qui ne se côtoient ni à l'intérieur ni à l'extérieur des bureaux pour garantir la gestion des dossiers si l'une d'entre elles devait être contaminée.

Le gouvernement a réagi rapidement, en prenant des mesures drastiques pour juguler la propagation du virus : le confinement a été imposé dans des zones à haut risque, les voyages ont été restreints, les commerces ainsi que les écoles fermés et les mesures

de distanciation sociale renforcées. La pandémie n'a néanmoins pas tardé à révéler les failles de notre système de santé. Estimée à presque 50 millions de personnes, la population kényane n'a majoritairement pas accès à des soins de qualité. Les rares à pouvoir s'offrir une assurance maladie privée sont finalement acculés à payer de grosses sommes de leur poche. Autre problème : le manque d'équipement dans la santé publique. C'est un fait : nous n'étions pas préparés à cette pandémie !

La Somalie et l'Éthiopie, nos voisins, connaissent des difficultés similaires. La Suisse a réagi sans tarder à la crise sanitaire et socio-économique dans la Corne de l'Afrique, région prioritaire de la DDC. Si le virus a révélé les graves carences dont souffrent les systèmes de santé, il a créé des possibilités de réformes qui permettront de gérer les pandémies à venir, mais aussi d'améliorer la couverture sanitaire universelle.

Ce numéro d'*Un seul monde* est consacré à l'importance de la qualité des systèmes de santé. Je vous invite notamment à découvrir le projet Jigjiga University One Health Initiative (JOHI) de la DDC en Éthiopie. Piloté par l'Institut tropical et de santé publique suisse, il favorise des services de santé intégrés pour les éleveurs nomades et leur cheptel. Il contribue au bien-être des communautés pastorales et agropastorales vulnérables, dont l'accès aux soins médicaux et vétérinaires de base est insuffisant. L'approche « Une seule santé » reconnaît l'imbrication étroite entre santé humaine et animale. En tant que zoonose, maladie transmise de l'animal à l'être humain, le Covid-19 illustre à merveille le caractère avant-gardiste d'une politique de santé intégrée.

En ce début d'année, le premier lot de vaccins attendu dans la région offre une lueur d'espoir. Mais, pendant de nombreux mois encore, le virus sera notre réalité : il faudra patienter avant que tous aient accès au vaccin dans la Corne de l'Afrique.

Bihawa Swaleh

Bureau de coopération de la DDC à Nairobi



© Liba Taylor/Robert Harding/Alamy

LES ARBRES ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

(zs) Sans forêts, la lutte contre la pauvreté est vaine, prévient une récente étude publiée par les Groupes globaux d'experts forestiers. Celle-ci a été menée par 21 scientifiques et plus de 40 auteurs durant deux ans. Elle fait écho à deux défis mondiaux qui touchent de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables : le changement climatique et la pandémie de Covid-19, précipitant des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Dans ce contexte, les forêts représentent une source vitale d'eau, de nourriture et de carburant. Elles permettent des activités écotouristiques. Gigantesques puits de carbone, elles atténuent, en sus, le réchauffement planétaire. L'étude porte un regard multidimensionnel sur la pauvreté, en évaluant à la fois la valeur monétaire des forêts et leurs ressources ainsi que leur impact sur le bien-être, la santé et la sécurité des populations. Les chercheurs prônent une utilisation durable et équitable. Ils ont préparé un dossier en ce sens à l'intention des législateurs.

LE JEU DE L'ÉCHELLE PLUS FORT QUE LES VERS

(sch) Dans le monde, 600 millions d'enfants en âge scolaire vivent dans des régions dont le sol est infesté de vers (helminthes) susceptibles de coloniser les organes humains, selon l'OMS. Les pays d'Afrique subsaharienne sont particulièrement touchés. Au Nigeria, une équipe de chercheurs a développé un jeu de société grâce auquel la fréquence des affections intestinales dues à ces parasites peut être considérablement réduite. Les enfants y jouent à la récréation et apprennent ainsi les règles d'hygiène à respecter pour se protéger des vers. L'étude, menée durant plusieurs mois avec un groupe test et un groupe témoin, a montré que la part de ces maladies parasitaires avait reculé de 25% à 5,6% au sein du groupe test. Les chercheurs en sont convaincus : il est possible de lutter contre d'autres maladies à travers le jeu, avec un impact plus grand que les campagnes d'affichage classiques.

DES INGÉNIEURS AFRICAINS POUR L'AFRIQUE

(bf) L'Afrique affiche la croissance démographique la plus forte de tous les continents. Des ingénieurs africains qualifiés sont indispensables pour un développement industriel durable. Avec l'Université Ashesi, proche de la capitale ghanéenne d'Accra, et des partenaires industriels, l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) lance un nouveau master ouvert chaque année à 20 à 25 étudiants originaires d'Afrique subsaharienne. S'étalant sur trois ans, la formation débouche sur un master en sciences de l'Université Ashesi et un master d'études avancées de l'EPFZ. Dans ce cursus hybride, les enseignants de l'EPFZ dispensent des cours au Ghana, contribuant ainsi à mettre en place le futur master de l'Université Ashesi. Après cinq promotions, le programme devra fonctionner de manière autonome : l'EPFZ s'en retirera. Un concept nouveau dans l'enseignement supérieur, qui entend promouvoir la formation d'ingénieurs sans générer de dépendances.

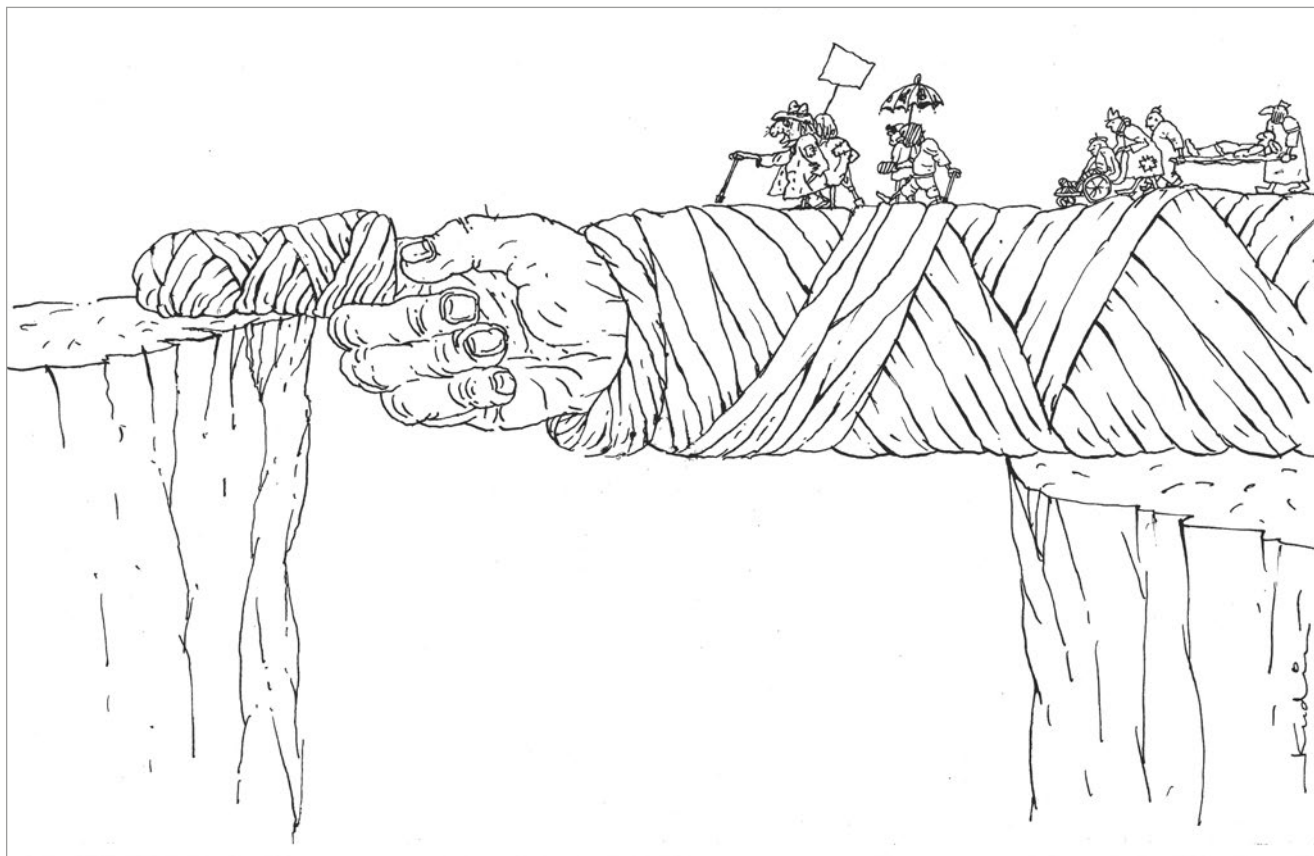
DE L'OR BLEU POUR LE YÉMEN

(cz) Meurtri par la guerre, le Yémen est l'un des pays les plus pauvres en eau. En collaboration avec Public Works Project et grâce au soutien financier du gouvernement japonais, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fourni des pompes à moteur submersibles à la ville d'Aden, au sud du pays. Le manque chronique de ressources hydriques dont souffre la population s'explique en partie par la vétusté et la détérioration des pompes raccordées aux puits locaux. Les nouveaux dispositifs procureront de l'eau potable à quelque 1,1 million de personnes. « L'accès à l'eau potable est un droit humain fondamental, souligne Salma El Hag Yousif, du PNUD. Sans eau, pas de stabilité, ni de santé ni de dignité. » Un point particulièrement sensible dans le contexte de la pandémie de Covid-19, alors que la nécessité d'améliorer l'hygiène et de stopper la propagation du virus se fait plus pressante.



© PNUD Yémen

COUP DE CRAYON de Viktor Kudin (Ukraine)



LA LONGUE ROUTE DE LA « DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE »

(sch) Dans leur rapport *Decoding #DigitalDemocracy in Africa*, des chercheurs de l'Université de Birmingham et de plusieurs universités africaines mettent en évidence une baisse de l'optimisme technologique des années 2000 en de nombreux points du globe. Une fracture numérique croissante: des millions de personnes, frappées par la pauvreté, sont privées d'accès à Internet et aux services qui s'y rattachent. Les auteurs estiment que des mesures politiques, légales et économiques doivent être prises en faveur de cette frange de la population, malgré les progrès technologiques effectués et des tarifs plus avantageux. Ils critiquent notamment la stratégie de Facebook: dans de nombreux pays en développement, le réseau social consolide sa position dominante en proposant un accès partiel à Internet gratuit, ce qui empêche l'éclosion de solutions locales. Par ailleurs, ni Facebook ni Twitter n'auraient investi suffisamment à ce jour pour contrer les fausses informations, les appels à la haine ou l'ingérence électorale. Viennent s'y ajouter d'autres problèmes, comme le blocage d'Internet par des régimes autoritaires et le recours croissant à des logiciels espions pour surveiller l'opposition. Les auteurs relèvent néanmoins des évolutions positives: en Gambie, par exemple, l'utilisation de WhatsApp et de Facebook a favorisé la participation des populations rurales au débat politique.

UN CHAMPIGNON POUR DES BASKETS DURABLES

(sch) Sur l'île indonésienne de Java, la petite start-up Mycotech fabrique du cuir à partir de mycélium. Comparée aux peaux de bêtes, la partie végétative des champignons offre de gros avantages: sa production ne consomme qu'un dixième de l'eau nécessaire pour des cuirs classiques, sa culture occupe peu de place et ne coûte la vie à aucun animal. L'entreprise fait pousser ses champignons sur des copeaux provenant de scieries. Aujourd'hui, Mycotech fabrique quelque 185 m² de cuir par an. Depuis que des créateurs l'ont adopté pour des chaussures, des sacs et des bracelets, la demande a dépassé la production. La start-up compte actuellement 30 collaborateurs. Avec un produit durable, elle offre aux jeunes en particulier des emplois dont ils ont cruellement besoin.





DOSSIER SYSTÈMES DE SANTÉ

- LA QUALITÉ DES SOINS: UNE EXIGENCE MONDIALE** PAGE 8
LIER RECHERCHE, POLITIQUE ET PRATIQUE PAGE 13
«JE RÊVE D'UN SYSTÈME QUE LES GENS SOUHAITENT UTILISER» PAGE 14
UNE VIE MEILLEURE POUR LES COMMUNAUTÉS PASTORALES PAGE 16
RESPONSABILISER LES JEUNES PAGE 18
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19



Une soignante de l'ONG Médecins Sans Frontières prépare des vaccins contre la rougeole dans une clinique située à la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie.

© Jiro Ose/Redux/laif

LA QUALITÉ DES SOINS: UNE EXIGENCE MONDIALE

L'accès aux prestations médicales s'est grandement amélioré ces vingt dernières années dans les pays à faible et moyen revenu. Pourtant, des millions de personnes y décèdent encore chaque année. La qualité des systèmes de santé est remise en cause. Leur organisation doit être revue pour répondre aux besoins changeants de la population.

Texte : Zélie Schaller

Qu'est-ce qu'un bon système de santé? La question se révèle cruciale à l'aune du Covid-19. La pandémie a ébranlé les systèmes de santé du monde entier l'an dernier. Les hôpitaux se sont rapidement trouvés débordés, alors que les patients nécessitant des soins intensifs ne cessaient d'affluer. De nombreux systèmes de santé étaient au bord de l'effondrement. Partout, de graves pénuries de matériel médical et de protection se sont fait ressentir.

«La pandémie exploite les disparités et les inégalités de nos systèmes de santé, soulignant l'importance d'investir dans le personnel des services de santé, dans les infrastructures sanitaires et dans les systèmes de santé pour prévenir et détecter les pandémies, ainsi que pour les combattre», écrivaient dans une tribune publiée en mai dernier Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et Jutta Urpilainen, commissaire européenne aux partenariats internationaux. Et de poursuivre: «Des systèmes de santé forts sont la clé d'une prévention efficace (...).»

Avant de se pencher sur la robustesse et la qualité des systèmes de santé,

définissons ces derniers. Selon l'OMS, ils recouvrent «l'ensemble des organisations, institutions, ressources et personnes dont l'objectif principal est d'améliorer la santé». Ce sont des structures complexes, qui impliquent une multitude d'acteurs devant relever une pluralité de défis. Six piliers contribuent à leur bon fonctionnement: les soins, les ressources humaines, l'information sanitaire, les produits médicaux et les médicaments, le financement et, sur le plan politique, le leadership ainsi que la bonne gouvernance.

Mettre un terme aux décès évitables

D'importants progrès ont été réalisés ces dernières décennies en ce qui concerne la disponibilité et la gamme de soins. Pour autant, dans les pays

Des infirmières et des médecins s'occupent de patients atteints du Covid-19 à l'hôpital Valiasr, à Téhéran, la capitale iranienne.

© Sina Yaghoobpoor/Moyen-Orient Images/laif



à faible et moyen revenu, plus de huit millions de personnes – soit grosso modo la population suisse – meurent encore chaque année en raison de la mauvaise qualité des soins. « Moins de la moitié des cas de tuberculose sont correctement pris en charge (...). Les diagnostics sont souvent erronés pour des cas graves tels que la pneumonie, l'infarctus du myocarde et l'asphyxie du nouveau-né », illustre la Lancet Global Health Commission dans un article daté de 2018. Ainsi, la mauvaise qualité des soins « constitue aujourd'hui un obstacle plus important à la réduction de la mortalité que l'accès insuffisant », relève-t-elle. Autrement dit, l'accès sans la qualité demeure une promesse vide.

De nombreux décès sont également évitables, parce qu'imputables à des

dysfonctionnements structurels. Des lacunes sont constatées « en matière de sûreté, de prévention, d'intégration et de continuité ». La coordination entre les différents services, par exemple, s'avère insuffisante et des patients disparaissent des radars. Une personne sur trois signale, en outre, un manque de respect, d'attention et de communication. Des carences qui prévalent autant dans les pays à faible et moyen revenu que dans ceux à haut revenu.

Aussi importe-t-il moins de renforcer les systèmes de santé en tant que tels que d'améliorer leur qualité. « Nous avons besoin de systèmes de santé de haute qualité qui optimisent les soins dans leur propre contexte en fournissant de façon systématique des soins capables d'améliorer ou de préserver la

BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

« Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge », tel est l'objectif de développement durable n°3 fixé par l'Agenda 2030 des Nations Unies. D'ici à dix ans, tout un chacun devrait pouvoir disposer d'une couverture sanitaire universelle et avoir accès à des vaccins et à des médicaments sûrs et efficaces. Le taux mondial de mortalité maternelle doit passer au-dessous de 70 pour 100 000 naissances. VIH/sida, tuberculose, paludisme et maladies tropicales négligées, entre autres, peuvent être éradiqués. D'autres sous-objectifs concernent les troubles psychiques, la santé sexuelle et reproductive ou encore la prévention de l'alcoolisme.





santé des individus, en étant appréciés et en ayant la confiance de tous, et en répondant à l'évolution des besoins de la population», tonne la Lancet Global Health Commission. Avant d'ajouter: «La qualité ne doit pas être l'apanage d'une élite ni représenter un espoir dans un avenir lointain; elle doit véritablement constituer l'ADN de chaque système de santé.»

En résumé, un système de santé de qualité satisfait les besoins et les attentes de la population. Il donne la priorité au patient: respect et écoute sont les maîtres mots qui guident les soignants. Confiance, rapidité, sécurité, efficacité et résilience représentent d'autres valeurs

Une soignante à l'hôpital régional de Lviv, en Ukraine, en première ligne face à la pandémie de Covid-19.

© Hôpital régional de Lviv, Ukraine

TROIS QUESTIONS À... IGNAZIO CASSIS EXPLOITER DAVANTAGE LE POTENTIEL DU NUMÉRIQUE

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis a ouvert, en novembre dernier, l'édition 2020 du Geneva Health Forum (GHF). Soutenu par la DDC, l'événement réunit tous les deux ans quelque 1500 acteurs de la santé pour présenter des pratiques innovantes et durables promouvant l'accès aux soins.

Monsieur le Conseiller fédéral, quel rôle le Geneva Health Forum peut-il jouer dans la lutte contre le Covid-19?

La pandémie a montré qu'il était nécessaire de renforcer la cohérence entre les approches multilatérales et bilatérales en matière de sécurité sanitaire. À cette fin, des mécanismes de gouvernance mondiale solides et cohérents sont essentiels. Le Geneva Health Forum renforce la coordination des acteurs de la santé mondiale, promeut leur alignement sur des priorités avérées et favo-

rise les échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

Sur le plan international, que fait la Suisse pour guérir la planète du Covid-19?

La Suisse s'est engagée en faveur de nombreuses résolutions et déclarations politiques à l'ONU promouvant le multilatéralisme, la sécurité sanitaire et la solidarité mondiale pour surmonter la crise. En réponse à l'appel du G20, de la

Commission européenne et de l'OMS, elle soutient également une initiative globale sans précédent, destinée à développer et à garantir un accès équitable aux vaccins, aux thérapies et aux diagnostics pour lutter efficacement contre le nouveau coronavirus: 30 millions de francs suisses ont été alloués à l'Alliance pour les vaccins Gavi, 19 millions au Wellcome Trust pour les thérapies et 11 millions à la Fondation pour de nouveaux diagnostics innovants (FIND) basée à Genève. Outre les engagements bilatéraux dans les pays prioritaires de

essentielles. Une forte capacité d'adaptation se révèle aussi indispensable, comme l'a montré la crise du Covid-19. De plus, l'ensemble des acteurs et des services tire à la même corde: la continuité des soins est on ne peut plus importante. Dans ce cadre, collaboration, coordination et communication sont des éléments-clés. Et les soins doivent être équitables: toute personne, indépendamment de son genre, de son appartenance ethnique et de sa situation socioéconomique, a droit à des prestations de qualité.

Analyse en cascade

Ces composantes valent sur tous les fronts. Pour administrer des soins appropriés au moment opportun. Pour prévenir des maladies plus complexes encore et réduire le taux de mortalité évitable. Pour ne pas gaspiller les ressources ni augmenter les dépenses, parce qu'un système de santé de mau-

vaie qualité engendre des coûts inutiles.

En Ukraine, la DDC évalue la viabilité et la résilience du financement de la santé pour permettre au gouvernement de planifier le budget alloué au secteur. La pandémie de Covid-19 a démontré la pertinence d'une telle analyse: le budget ne prévoyait pas de dépenses imprévues. Le personnel administratif développe, par ailleurs, ses connaissances financières et ses compétences de gestion pour que l'argent public soit utilisé au mieux. Des cours lui sont dispensés.

Ce volet financier s'inscrit dans une vaste réforme menée par le ministère de la Santé, avec le concours de la Banque mondiale et de la coopération suisse. L'objectif est d'améliorer la qualité des soins dans les régions, tout en augmentant l'efficacité du système à tous les niveaux. Le chantier est immense. Outre les finances et le renfor-

cement des capacités du personnel, la santé publique et mentale, la télémédecine, la gouvernance et la transparence ainsi que l'engagement des citoyens constituent quelques-uns des domaines que le projet développe.

Un accent particulier est mis sur la prévention des maladies non transmissibles, qui sont responsables de 90% des décès chaque année. Centré sur les hôpitaux avec des services axés sur les traitements aigus, le système négligeait jusqu'ici les soins primaires pour prévenir cancers, accidents cardiovasculaires, maladies respiratoires chroniques et diabète. Une analyse en cascade a été menée pour évaluer le continuum des soins et les principaux points de rupture, ce qui a permis d'identifier les maillons manquants entre les services ainsi que les pertes de patients. Puis, «le personnel médical a été formé sur les différents traitements des soins chroniques, le gouvernement a élargi l'éventail des médicaments rem-

la coopération internationale, la Suisse a augmenté ses contributions à d'autres initiatives mondiales, notamment en collaboration avec l'OMS, dans les pays d'Amérique latine durement touchés par la crise.

sa Stratégie de politique étrangère 2020-2023, la Suisse a placé le numérique et les nouvelles technologies au cœur de son action. Elle entend exploiter au mieux les possibilités offertes par le numérique pour renforcer durablement

les systèmes de santé et réduire le fossé entre les pays à haut et à faible revenu en matière de solutions digitales.

Plus d'informations sur le Geneva Health Forum: <http://ghf2020.g2hp.net>

Vous êtes médecin de formation. Quel remède recommandez-vous pour améliorer la qualité des systèmes de santé ?

Les solutions numériques recèlent un potentiel énorme pour rendre les systèmes de santé plus efficaces et les services plus abordables et accessibles. Des avantages d'autant plus précieux en période de pandémie. Dans le cadre de



Le conseiller fédéral et médecin Ignazio Cassis s'entretient avec un ambulancier à Amman, la capitale jordanienne, au printemps 2018.

© DFAE

LIBERIA: ACCENT SUR LA QUALITÉ DES SOINS

Avant l'épidémie d'Ebola en 2014, le Liberia avait quelque peu amélioré le niveau de santé de sa population. Mais la propagation du virus a eu un impact dévastateur sur le système de santé, mettant au jour de graves lacunes: manque de personnel qualifié, absence de mécanismes de financement durables et inexistence de structures pour soutenir les chaînes d'approvisionnement notamment. Surtout, la prévention et le contrôle des infections faisaient défaut là où ils étaient essentiels. Autant de manquements qui ont favorisé la diffusion du virus. Le gouvernement a alors lancé un Plan d'investissement pour la mise en place d'un système de santé résilient (2015-2021), prenant en compte la qualité des soins. Objectifs: recouvrer les gains sanitaires perdus en raison de l'épidémie, corriger les faiblesses préexistantes et renforcer la confiance de la population à l'égard du système de santé. Le pays entend ainsi prévenir et détecter les nouvelles flambées de maladies infectieuses. Face au Covid-19, il ne s'en sort actuellement pas trop mal.

boursés et des campagnes de sensibilisation ont été lancées», détaille Olena Doroshenko, responsable du projet à la Banque mondiale.

Meilleur dépistage des troubles mentaux

Autre ambition: la déstigmatisation des maladies psychiques. La santé mentale est désormais considérée comme essentielle à la santé en général. Un projet pilote soutient l'intégration de ce domaine dans les soins primaires. Avec des premiers résultats réjouissants: une meilleure détection des troubles psychiques ainsi qu'une amélioration de l'orientation des patients vers des spécialistes et des assistants sociaux.

Dans les régions rurales, le projet déploie la télémédecine. Un manuel a été élaboré pour faciliter sa mise en œuvre. Il concerne notamment les normes, l'infrastructure, le matériel et les logiciels, les procédures opérationnelles et les méthodes d'évaluation. Il est adapté aux priorités, aux besoins et aux capacités spécifiques de l'Ukraine. En matière de transparence, les prix des médica-

ments et des équipements sont passés au crible pour une meilleure utilisation des ressources.

Enfin, pour développer la confiance et la communication, patients et médecins sont appelés à identifier les principaux problèmes devant être traités dans l'établissement qu'ils fréquentent. Ils remplissent des fiches d'évaluation et constituent des groupes de dialogue pour analyser celles-ci. «Nous avons besoin d'une compréhension mutuelle et d'une discussion sur les questions posant problème pour apporter des améliorations», explique Orest Kmetiuk, chef du service des soins primaires ambulatoires de Rozhyshche, ville située dans l'oblast de Volhynie, au nord-ouest de l'Ukraine.

Reste que «les gens ne sont pas habitués à ce qu'on leur demande leur avis. Ils reçoivent des instructions et font ce qu'on leur dit de faire. Presque personne ne sollicite leur opinion», observe Vita Dumanska, spécialiste de la participation citoyenne. Leurs demandes sont variées: une salle d'attente pour pouvoir s'asseoir, un éclairage dans le couloir, ainsi qu'«une bonne attitude des médecins envers les malades et un bon équipement pour passer des examens de qualité», indique Vadym Pikun, patient qui a pris part à l'exercice. Si la liste se révèle plus longue encore, le constat final est sans appel: la qualité des services s'avère d'une «importance capitale», conclut le bilan de l'activité. D'autant plus cruciale «à mesure que l'utilisation des systèmes de santé augmente et que la charge de morbidité évolue vers des maladies plus complexes», souligne pour sa part la Lancet Global Health Commission. ■



Médecins et patientes discutent des améliorations à apporter pour développer la confiance dans un centre de santé primaire de l'oblast de Transcarpatie, en Ukraine.

© Vita Dumanska

LIER RECHERCHE, POLITIQUE ET PRATIQUE

Scientifiques, États, donateurs et organisations multilatérales unissent leurs forces pour créer des outils permettant d'analyser la qualité des systèmes de santé, y compris la satisfaction des patients. De nouveaux modèles de prestations seront ensuite élaborés et testés.

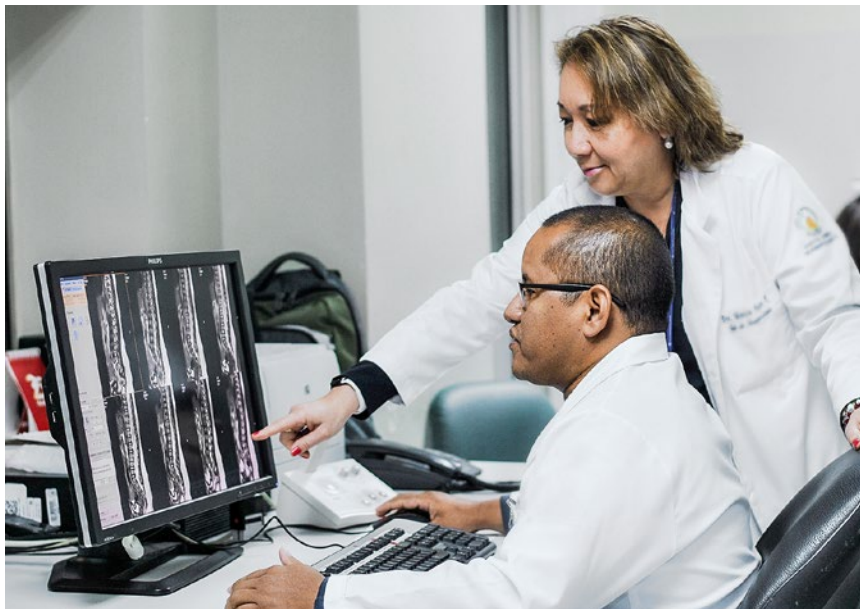
(zs) Un nouveau-né qui contracte une infection à streptocoques B à l'hôpital, une femme enceinte traitée sans considération lors d'un examen prénatal la dissuadant de recourir aux services médicaux pour accoucher, une personne âgée à laquelle un soignant lui annonce que son taux de glucose est élevé mais l'oublie ensuite. Les cas de négligence sont légion.

Pour tendre vers une meilleure qualité des soins à l'échelle du système, des membres de la Lancet Global Health Commission, parmi lesquels la DDC, ont lancé en 2019 l'initiative de recherche mondiale Quality Evidence for Health System Transformation (QuEST). Cette dernière rassemble une multitude d'acteurs: États, milieu académique, donateurs, organismes multilatéraux et, à terme, le secteur privé. L'objectif? «Réorganiser les systèmes de santé dans leur ensemble pour renforcer leur efficacité et leur crédibilité auprès des utilisateurs», indique Barbara Profeta, de la division Programme global Santé de la DDC.

Apprentissage mutuel

Différents outils seront créés pour analyser l'efficacité des systèmes et évaluer la satisfaction des patients en temps réel. «Les nouvelles approches doivent aider les gouvernements à élaborer des politiques, des stratégies et des mesures d'amélioration. L'initiative QuEST lie ainsi recherche avec politique et pratique», précise Alexander Schulze, de la division Programme global Santé de la DDC.

Les recherches sont menées dans plusieurs pays: Kenya, Éthiopie, Inde et Afrique du Sud ont accepté de jouer les



cobayes. Le Kenya fait partie également d'un vaste réseau qui se développe avec le Mozambique, l'Égypte, la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, le Népal et le Bangladesh. Le réseau s'intitule «Maritime Silk Road» («Route maritime de la soie»), en référence au réseau de routes commerciales à travers la mer il y a 2000 ans, qui partait du sud de la Chine pour rejoindre l'Asie du Sud-Est jusqu'aux côtes de l'Afrique de l'Est. Raviver ces échanges revêt une portée à la fois symbolique et scientifique.

Si ces États présentent des niveaux de développement socio-économique variables, ils sont confrontés à des défis communs. Des laboratoires et des centres seront installés dans les huit pays. Avec des équipes multidisciplinaires d'experts autant du Sud que du Nord. Elles produiront des outils d'analyse, des preuves scientifiques, des solutions technologiques et des lignes directrices pour établir ensuite des normes visant à améliorer la qualité des systèmes de santé. ■

Un échange important entre deux médecins à l'hôpital pour enfants de Guayaquil, en Équateur.

© Martha Barreno/VWPics/Redux/laif

DES INSTRUMENTS COMPARABLES

L'Amérique latine entend également prendre part à l'initiative QuEST. Dans cette région, sept décès sur dix pourraient être évités si la qualité des soins était meilleure. Des stratégies efficaces pour améliorer structurellement les systèmes de santé ainsi que des instruments rapides et comparables pour suivre leurs performances se révèlent nécessaires. Pour l'heure, les données et les approches sont fragmentaires. Les recherches seront effectuées dans les pays suivants: Argentine, Équateur, Mexique et Pérou. Patients, personnel soignant et ministères de la Santé y prennent part. Les approches et les modèles développés doivent pouvoir être mis en œuvre dans plusieurs contextes et pays. Pour accélérer leur adoption, ils seront partagés sur une plateforme numérique.

« JE RÊVE D'UN SYSTÈME QUE LES GENS SOUHAITENT UTILISER »

Margaret E. Kruk préside la Lancet Global Health Commission sur les systèmes de santé de haute qualité à l'ère des Objectifs de développement durable. Dans cet entretien, elle souligne l'importance de la qualité des soins et la nécessité d'une meilleure collaboration entre les différents acteurs.

Entretien : Zélie Schaller

Vous êtes une leader internationale en matière de qualité des systèmes de santé. Qu'est-ce qu'un système de santé de qualité ? Quelles en sont les composantes essentielles ?

Un système de santé de qualité dispense des soins appropriés en tout temps. Il est en mesure de répondre à l'évolution des besoins de la population et inspire confiance auprès des patients. On oublie souvent ce dernier point. Pourtant, il se révèle crucial. Si les utilisateurs connaissent une expérience négative, ils ne reviendront pas consulter. L'écoute et le respect des personnes malades sont des aspects fondamentaux.

Quelles sont actuellement les principales faiblesses des systèmes de santé ?

Les pays comptent de nombreux hôpitaux et centres de santé. L'accessibilité géographique aux soins s'est améliorée ces dernières années, mais les établissements et les prestataires de soins fournissent des services limités et souvent mal organisés. De surcroît, les patients estiment ceux-ci mauvais. Les solutions proposées pour améliorer la qualité des soins ou l'utilisation des services ne sont pas adéquates. Un exemple : les applications mobiles. Si celles-ci semblent sexy, elles ne créent pas de miracles. Elles sont un outil de rappel, mais ne peuvent pas remplacer les soignants.

Le Covid-19 a mis à mal les systèmes de santé, que ce soit dans les pays riches ou en développement. Comment cela a-t-il été possible ?

Si les systèmes ont pu lutter contre la pandémie, ils ont été incapables dans le même temps de prendre en charge

les autres pathologies. Avec des conséquences dévastatrices. Un infarctus du myocarde qui n'est pas soigné à l'hôpital sans délai, par exemple, peut entraîner des handicaps durables, tels qu'une paralysie ou une insuffisance cardiaque. Or, le secteur de la santé doit être considéré comme un tout. Politiciens de la santé et responsables des systèmes de santé doivent travailler main dans la main. Une meilleure compréhension et une collaboration plus intense s'avèrent indispensables. Il s'agit d'une simple question de leadership : qui prend en charge quoi ?

« UN SYSTÈME DE SANTÉ DE QUALITÉ EST EN MESURE DE RÉPONDRE À L'ÉVOLUTION DES BESOINS DE LA POPULATION ET INSPIRE CONFIANCE AUPRÈS DES PATIENTS. »

Quels enseignements tirer de cette crise ?

Les systèmes de santé doivent être suffisamment flexibles pour s'adapter aux nouveaux besoins que fait surgir une crise. La fermeture de certains services, tels que les blocs opératoires, n'est pas acceptable. Nous devons prendre en compte les besoins des personnes atteintes du Covid-19, mais aussi ceux des patients souffrant d'autres maladies. Les accidents vasculaires cérébraux, les dépressions et les blessures ne disparaissent pas dès qu'un nouveau virus émerge. Les systèmes de santé doivent pouvoir agir sur plusieurs fronts. Cela nécessite des innovations, telles que la télémédecine entre autres.

Vous présidez la Lancet Global Health Commission sur les systèmes de santé de haute qualité à l'ère des Objectifs de développement durable. Parce que les soins prodigués sont souvent inappropriés et de mauvaise qualité, des membres de la Commission ont lancé en 2019 l'initiative Quality Evidence for Health System Transformation (QuEST). En quoi exactement consiste celle-ci ?

Cette initiative réunit un réseau mondial de scientifiques, dont certains effectueront des recherches conjointes sur des sujets prioritaires pouvant faire progresser les systèmes de santé. Une enquête sera menée pour apprécier la manière dont les gens utilisent le système et la valeur qu'il leur apporte. Il ne suffit pas de mesurer les visites dans les hôpitaux. Celles-ci ne se traduisent pas par une meilleure santé si la qualité des soins n'est pas au rendez-vous. Pour améliorer la santé, nous devons évaluer les avantages réels que les malades observent ainsi que leur pratique du système. De nouveaux modèles de prestations visant à prolonger l'espérance de vie et à offrir une expérience positive aux patients seront élaborés.

Et comment seront menées ces recherches ?

Nous les effectuerons conjointement avec les centres QuEST de plusieurs pays, parmi lesquels le Kenya, l'Éthiopie, l'Inde et l'Afrique du Sud dans un premier temps. Les recherches multisites permettront d'évaluer l'impact des différents contextes sur les résultats et la mise en œuvre. Elles favoriseront la généralisation de ces derniers.



© IJDA

DR. MARGARET E. KRUK est professeure en systèmes de santé à la Harvard T.H. Chan School of Public Health, à Boston aux États-Unis. Ses recherches visent à améliorer la qualité et la réactivité des systèmes de santé dans les pays à faible et moyen revenu. Elles portent sur l'évaluation de l'efficacité des systèmes de santé ainsi que sur le test des solutions pour améliorer et optimiser ces derniers. L'Américaine préside la Lancet Global Health Commission sur les systèmes de santé de haute qualité à l'ère des Objectifs de développement durable.

Quel est l'objectif principal de l'initiative ?

Celle-ci entend promouvoir un système de santé horizontal plutôt que vertical. Une approche verticale contribue à la fragmentation du système. Tandis qu'un système de santé horizontal fonctionne comme un ensemble et agit pour le bien-être de la population. Si un hôpital remarque ne pas être capable de soigner un patient, il l'enverra vers un établissement adéquat.

In fine, de quel système de santé rêvez-vous ?

J'aspire à un système qui soit en mesure de fournir des soins constamment, tout en améliorant la santé. Un système auquel les gens font confiance et qu'ils souhaitent dès lors utiliser, capable de s'adapter aux besoins pouvant surgir à tout moment. En bref, un système au service de la population. ■

UNE VIE MEILLEURE POUR LES COMMUNAUTÉS PASTORALES

La région Somali, dans l'est de l'Éthiopie, compte parmi les plus pauvres du pays. Les éleveurs nomades et leur cheptel n'ont que peu accès aux soins. Un projet interdisciplinaire vise à améliorer la santé des populations humaine et animale.

(zs) «Nous partageons désormais les informations et avons connaissance du défi que représente l'accouchement pour une femme enceinte. Je ne pensais pas qu'il était important de se rendre dans un centre de santé», témoigne une jeune Éthiopienne. Cette trentenaire a assisté à la campagne de sensibilisation sur l'importance des services obstétricaux, menée par la DDC et ses partenaires dans la région Somali, l'une des plus défavorisées du pays.

Réduire la mortalité maternelle et infantile, tel est l'un des objectifs du projet Jigjiga University One Health Initiative de la DDC. Celui-ci entend améliorer le bien-être des communautés pastorales et de leurs bêtes. La région Somali

abrite la moitié des quelque neuf millions de bergers (environ 10% de la population totale) du pays. Les mauvaises conditions d'hygiène et la malnutrition, mais également la proximité avec les animaux entraînent des problèmes de santé. Êtres humains et troupeaux se transmettent mutuellement des maladies infectieuses, telles que la rage et la tuberculose, mettant à mal la sécurité alimentaire des éleveurs et par là même leur existence.

Les centres de soins médicaux et vétérinaires sont trop peu nombreux et le personnel qualifié fait défaut. Les médicaments manquent également et les équipements médicaux se révèlent obsolètes. Conséquence: les taux de maladie et de mortalité dans la région Somali s'avèrent supérieurs à la moyenne nationale.

Tests Covid-19

Pour remédier à cette situation, un centre de compétences interdisciplinaire en matière de santé a été instauré à l'Université de Jigjiga, capitale de la région Somali. La DDC y encourage la recherche sur les risques sanitaires pour ensuite informer les populations pastorales nomades et leur offrir des soins adaptés à leurs besoins. Un laboratoire a été mis en place. Sa mission a, du reste, changé ces derniers mois: on y effectue actuellement les tests de dépistage du Covid-19. Quelque 800 échantillons peuvent y être analysés chaque jour, précise Lensse Gobu, chargé des programmes santé de la DDC en Éthiopie.

Le laboratoire compte des professeurs locaux, formés à l'Institut tropical et

de santé publique suisse, sis à Bâle. Les scientifiques ont déjà mené une dizaine d'études, publiés dans des journaux internationaux de renom. Ils ont notamment évalué l'utilisation des services de santé maternelle. Résultats: sur les 450 femmes interrogées, quelque 27% ont eu recours à des soins prénatals et 22,6% ont accouché avec l'aide de personnel qualifié. Aucune n'a bénéficié de soins postnatals. Environ 43% des sondées ont déclaré n'avoir aucune connaissance de l'existence de soins prénatals et 46% ne percevaient pas l'accouchement dans un centre de santé comme important.

BIENVEILLANCE ACCRUE

L'Éthiopie a lancé, en mars 2016, une Stratégie nationale pour la qualité des soins de santé qui s'étend sur quatre ans. Les cadres des hôpitaux ont reçu des formations sur la qualité des soins et les méthodes d'audit. Et plusieurs indicateurs de performance sont intégrés dans le système d'information existant sur la gestion des services de santé. Parmi les priorités fixées, citons celles-ci: la création de services de la qualité dans les établissements de soins, le développement d'outils d'évaluation et de contrôle ainsi que le renforcement du respect et de l'attention portés aux patients. Autre dessein: faire émerger au sein de la population une demande de qualité. Les patients doivent être conscients de leur droit à des soins conformes aux normes modernes de qualité.



Désormais, «si quelque chose ne va pas dans le processus normal ou s'il faut plus de temps que d'habitude pour accoucher, nous devons demander à l'ambulance de nous emmener au centre de santé le plus proche», a appris la jeune Éthiopienne citée plus haut. Une assurance maladie communautaire a été créée pour couvrir les frais d'ambulance et de médicaments. Elle réunit 135 familles, indique Lensse Gobu: «Celles-ci apportent une contribution mensuelle qui permet de faire face aux urgences en matière de santé maternelle.»

Vocation ambitieuse

Le centre a, en outre, développé un master «Une seule santé». Douze étudiants – trois femmes et neuf hommes – l'ont suivi l'an passé. L'approche «Une seule santé» met l'accent sur les interactions entre les êtres humains, les animaux et leurs écosystèmes. Le but est de préve-

nir les risques sanitaires découlant de ces échanges. Collaborations et synergies entre les secteurs dont les activités influent sur la santé sont favorisées.

Un exemple: le système de surveillance intégrée, mis en place dans le district d'Adadle. Professionnels de la médecine humaine et animale ainsi que spécialistes en gestion des ressources naturelles travaillent main dans la main pour prévenir, détecter et contrôler les zoonoses, maladies transmises de l'animal à l'être humain telles que le Covid-19. Ils collectent, analysent, interprètent et diffusent les données. En cas de flambée, des mesures d'urgence sont prises pour l'endiguer aussitôt.

Les éleveurs participent aussi à la surveillance. Ils ont appris à reconnaître les symptômes des maladies du bétail. Au-delà de ce volet santé, ils pourront bientôt utiliser de nouvelles technologies mises au point par l'Université de

Jigjiga pour conserver leurs excédents de lait et de viande et ainsi accroître leurs revenus.

Toutes ces recherches visent également à inspirer la politique de santé du gouvernement régional et celle d'autres pays. Ces derniers adoptent ainsi les bonnes pratiques testées par l'Université de Jigjiga pour fournir de meilleurs soins à la population et au bétail. Des collaborations sont établies avec d'autres universités éthiopiennes, mais aussi somaliennes et kényanes. L'Université de Jigjiga ambitionne ni plus ni moins de devenir «le centre de compétences en matière de santé des communautés pastorales de la Corne de l'Afrique». ■

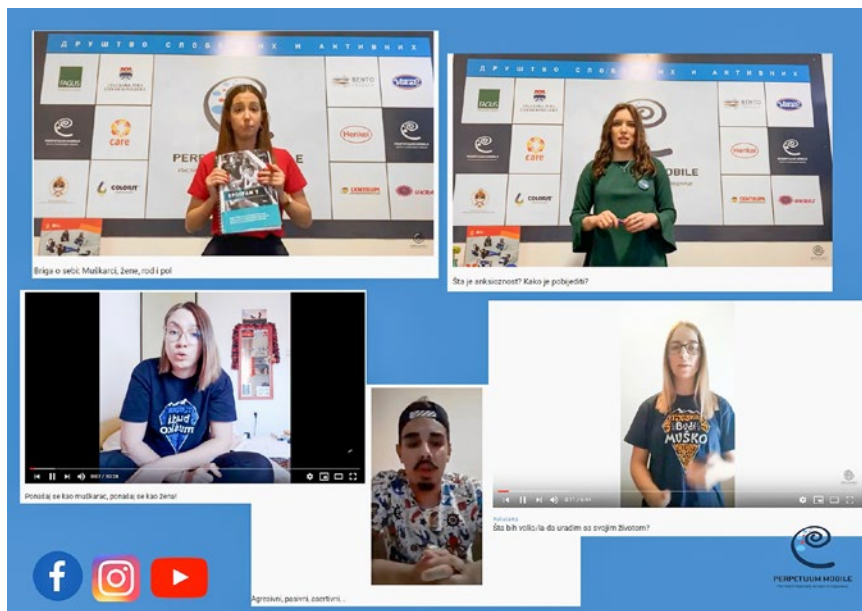
Un médecin rend visite à des éleveurs nomades somaliens, non loin de la frontière avec l'Éthiopie.

© Christoph Goedan/laif



RESPONSABILISER LES JEUNES

La qualité des soins passe aussi par la prévention et la promotion de la santé au sein des communautés. La DDC soutient un projet en Bosnie et Herzégovine dans les lycées ainsi que les groupes de jeunes. Pour favoriser un mode de vie sain et l'égalité des genres.



De jeunes Bosniens, réunis en ligne, organisent pour leurs pairs des activités de sensibilisation sur la santé notamment.

© Perpetuum Mobile - Institut za razvoj mladih i zajednice

(zs) «Que dois-je faire quand je me sens en colère? Donnez-moi quelques exemples de ce que vous faites lorsque vous êtes en colère», lance Dragan Kisin à ses camarades. Cet étudiant anime un atelier sur les émotions à Banja Luka, capitale de l'entité de la Republika Srpska. La guerre de Bosnie et Herzégovine (1992-1995) laisse des traces durables. Les enfants nés après le conflit ont atteint leur majorité dans une société qui peine encore à se relever, vingt-cinq ans plus tard.

Aujourd'hui, les jeunes, qui représentent un quart de la population, sont exposés à des taux de pauvreté et de chômage élevés (48%). Un contexte propice à l'augmentation de la violence et à la consommation de substances psychoactives telles que tabac, alcool et drogues. Avec des effets néfastes sur la santé physique et mentale.

Pour prévenir ces comportements et encourager un mode de vie sain, l'organisation CARE, soutenue par la DDC, a éla-

boré un manuel d'activités sur plusieurs thèmes. Y sont abordés la violence, l'abus de drogues et d'alcool, l'égalité des genres, la santé sexuelle et reproductive ainsi que le bien-être psychique.

Apprivoiser ses émotions

«Les ateliers sont menés par des enseignants et de jeunes pairs éducateurs qui ont suivi une formation complexe auprès de nos organisations partenaires. Ils se déroulent dans différents cadres: lycées, clubs de jeunes et de sport, maisons d'éducation», explique Almir Tanovic, responsable du projet à l'Ambassade de Suisse en Bosnie et Herzégovine. Et de préciser: «Dans certains lycées, ces activités sont devenues obligatoires: elles sont mises sur pied tout au long de l'année.»

Le professeur Saša Petković fait partie des organisateurs. «Ces jeunes ne sont pas violents. Personne ne naît violent. On a appris aux hommes à se comporter ainsi: c'est une construction sociale que nous pouvons dépasser», souligne-t-il. Dragan Kisin s'y emploie. Parce que les jeunes peinent à contrôler leur colère, il leur apprend à l'exprimer d'une manière constructive et non violente.

Lui-même a pu se montrer parfois brutal avec d'autres adolescents. Jusqu'au jour où un jeune lui parle de Be a Man. Il rejoint alors ce club, ouvert aussi aux femmes. Celui-ci lui a donné «une chance pour évoluer». Le jeune homme en est convaincu: sa génération «est celle qui changera tout dans ce pays si nous sommes motivés». ■

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

Le manuel d'activités élaboré par l'organisation CARE comprend un éventail d'idées pour réaliser des campagnes de sensibilisation avec les jeunes et pour les jeunes. «Celles-ci sont souvent organisées à l'occasion de dates importantes, telles que les Journées internationales des droits des femmes ou de la lutte contre le sida», indique Almir Tanovic, responsable du projet à l'Ambassade de Suisse en Bosnie et Herzégovine. Un exemple: «Pazi Sex», qui promeut des relations sexuelles saines et sûres. Ou encore «Are you OK?» sur la santé mentale. Cette dernière opération a, par ailleurs, été adaptée le printemps dernier pour aider les jeunes à faire face au stress causé par la pandémie de Covid-19. Les actions ont lieu dans la rue (affiches, flashmobs) et sur les réseaux sociaux (vidéos).

FAITS ET CHIFFRES

Des systèmes de santé de haute qualité

... pourraient prévenir, chaque année, la moitié de tous les décès maternels, mais également

- **2,5 millions** de morts imputables aux maladies cardiovasculaires.
- **1 million** de décès de nouveau-nés.
- **900 000** morts dues à la tuberculose.

Les conséquences d'un mauvais système de santé

- **60 %** des décès causés par des maladies traitables sont dus à des soins de mauvaise qualité.
- **42 milliards de dollars** tel est le coût mondial associé aux erreurs de médication par an, sans compter les pertes de salaire et de productivité ainsi que les frais de soins.
- **80 %** des décès d'enfants ayant moins de cinq ans ont lieu en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

Pays à faible et moyen revenu

- Seule **la moitié des femmes** ont accès aux soins de santé dont elles ont besoin.
- Près de **40 % des centres de santé** n'ont pas accès à une eau salubre.
- Quelque **20% des centres de santé** ne sont pas raccordés à un système d'assainissement.
- Le taux de mortalité y est **14 fois plus élevé** que dans les pays à haut revenu.
- L'emploi abusif d'antibiotiques pour traiter les infections aiguës des voies respiratoires génère **une hausse de 36 % en moyenne des frais de soins**.



Sources et liens

<https://www.who.int/topics/sustainable-development-goals/targets/fr/>

Ce site détaille l'Objectif de développement durable n°3 fixé par l'Agenda 2030 de l'ONU.

<https://www.thelancet.com/journals/langlo/home>

La Lancet Global Health Commission publie régulièrement des articles et des études sur la qualité des systèmes de santé.



DES PAS EN AVANT

La Tunisie a connu des changements politiques et sociaux depuis la révolution de 2011. Des initiatives civiles soutiennent les migrants ainsi que les minorités sexuelles. Mais la crise économique, exacerbée par la pandémie de Covid-19, freine les espoirs.

Texte : Sarah Mersch

«Quand on m'insulte dans la rue, ça ne me gêne pas particulièrement. C'est bien la preuve que les gens savent que nous existons dans le même espace public qu'eux.» Cette assurance, Ali Bouselmi l'a acquise de haute lutte au fil des dernières années. Peu après la révolution de 2011, il a créé un premier magazine gay en ligne – sous un pseudonyme à l'époque. Il y a longtemps que le site a été bloqué, mais l'association Mawjoudin (« Nous existons »), dont il est cofondateur, fait partie depuis 2014 des principales organisations tunisiennes qui défendent les libertés individuelles et les droits des minorités sexuelles.

Homosexualité interdite

De nombreuses personnes queers sont victimes de discrimination et de harcèlement au quotidien, que ce soit dans leur famille, dans la rue ou au travail. Le degré de liberté dont elles disposent varie fortement d'un individu à l'autre. Il dépend également de l'environnement familial, du milieu social ainsi que de la région.

Alors que les droits des minorités étaient soigneusement ignorés pendant la longue dictature de Zine el-Abidine Ben Ali, les dix dernières années ont peu à peu vu éclore un débat à ce sujet, parallèlement à la mise en place d'ONG et de structures d'aide. Ainsi, on trouve désormais dans plusieurs villes des « points anti-discrimination », chargés de documenter les cas de discrimination vis-à-vis des groupes de minorités les plus divers.

Sur le plan juridique, rien n'a changé pour les LGBTQI depuis 2011: l'homosexualité est interdite, passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans. La base légale est l'article 230 du Code pénal tunisien, héritage de l'époque du protectorat français. Les condamnations ne sont pas rares. Cette législation prive, en outre, le pays de statistiques fiables sur les violences homophobes: peu de personnes osent les dénoncer, de peur d'attirer l'attention de la police et de la justice.

Des investisseurs internationaux frileux

Depuis les soulèvements populaires de 2011, la Tunisie a certes connu un certain nombre de changements politiques et sociaux. Mais la situation économique ne s'est pas améliorée. Il y a dix ans, les manifestants revendiquaient « travail, liberté et dignité ». Pour une large part de la population, la révolution n'a rien changé. Puis, est survenue la pandémie de Covid-19 alors que

le tourisme commençait tout juste à se remettre de plusieurs attentats perpétrés en 2015 et de la faillite de Thomas Cook en 2019. Même l'exploitation du phosphate, industrie phare autrefois, est dans le rouge depuis longtemps.

Quant aux investisseurs internationaux, ils se font désirer, redoutant une bureaucratie envahissante et l'absence de sécurité juridique. Au deuxième tri-

UN JUGEMENT À LA PORTÉE SYMBOLIQUE

Mi-octobre 2020, un tribunal du sud de la Tunisie a pour la première fois autorisé un citoyen à modifier son nom de famille en raison de sa connotation raciste. Hamden Atig Dali, qui avait déposé une action en justice, obtient ainsi le droit de supprimer l'élément « Atig » de son patronyme. « Atig », qui équivaut à « libéré par », révèle que les ancêtres de la famille Dali étaient esclaves avant que la Tunisie n'interdise l'esclavage en 1846. Sur l'île de Djerba, au sud du pays, un certain nombre de familles noires tunisiennes portent des noms comprenant cet élément. « L'héritage le plus précieux que je transmettrai à ma descendance, c'est d'avoir effacé cette partie de son nom. » C'est par ces mots que l'homme de 81 ans a salué le jugement, comme le rapporte son fils Karim. En 2018, la Tunisie était le premier pays arabe à se doter d'une loi contre la discrimination raciale.

La société tunisienne se compose d'un mélange d'ethnies. Les Berbères côtoient une population aux ancêtres arabes, andalous, turcs, italiens, maltais ou d'Afrique subsaharienne.

© Augustin Le Gall/Haytham-REA/laif

mestre 2020, le taux de chômage atteignait quelque 18%, et même nettement plus chez les jeunes universitaires (28%). Les chercheurs estiment qu'environ la moitié du produit intérieur brut tunisien est générée par le secteur informel. Les chiffres officiels ne sont donc que partiellement exploitables.

Outre les minorités sexuelles, les membres de la population tunisienne noire ainsi que les migrants des pays situés au sud du Sahara sont les principales victimes de discrimination. Les communautés de migrants, établies surtout dans les grandes villes côtières telles que Tunis, Sfax ou, plus au sud, Zarzis et Médenine, comptent de nombreux étudiants d'Afrique occidentale francophone, mais aussi des aides ménagères, essentiellement originaires de Côte d'Ivoire, ainsi que des réfugiés, arrivés en Tunisie via le Sahara et la Libye.

Ces derniers en particulier vivent souvent dans des conditions très précaires. La Tunisie ne dispose pas de loi sur l'asile et, sans statut de séjour clair, ils ne peuvent travailler que dans le secteur informel. Chiffrer le nombre de migrants n'est pas une mince affaire. Les sources officielles parlent de 53000 individus, dont 12000 venus d'États africains. En 2018, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estimait à quelque 75000 le nombre de personnes en situation irrégulière en Tunisie.

Des start-up florissantes

Laurent Paul Nyobe a quitté le Cameroun en 2013 pour étudier en Tunisie. À Sfax, une ville industrielle de la côte est, il pilote l'incubateur Kufanya («mettre la main à la pâte», en swahili), qui parvienne notamment des projets de migrants. Les programmes de soutien aux jeunes entrepreneurs ne s'adressent en règle générale qu'aux Tunisiens. «Les projets que nous encourageons ont bien plus d'impact que tous les programmes classiques d'aide aux migrants. Bien sûr, vous pouvez offrir une aide humanitaire

et distribuer des tickets repas, mais, tant que les migrants seront privés de revenus réguliers, ils seront condamnés à quémander.»

Deux générations de jeunes entrepreneurs ont déjà bénéficié de ce programme de mentorat. Tous ceux qui ont effectivement pu mettre en œuvre leur idée font la fierté de Laurent Paul Nyobe. Amonak, de Jean Philippe Kokora, se détache cependant du lot. Cet informaticien ivoirien qui étudie à Tunis a été le premier jeune entrepreneur d'Afrique subsaharienne à obtenir le label que le ministère des Technologies de la communication délivre à des start-up depuis deux ans. Grâce à ce label, les entreprises bénéficient, entre autres, d'allègements fiscaux et de conditions d'investissement avantageuses. Pour ce projet, tout à la fois réseau social et plateforme e-commerce, le label n'est pas «une fin en soi, mais une nouvelle porte qui s'ouvre», précise Jean Philippe Kokora avec fierté.

Mobbing

Selon Laurent Paul Nyobe, ces projets ne font pas d'ombre aux entreprises tunisiennes. D'une part, parce que, pour beaucoup, ils s'adressent spécifiquement à des groupes de migrants. D'autre part, parce qu'ils «permettent aux entrepreneurs de payer leur loyer, de consommer local et d'apporter ainsi leur contribution à l'économie de la région dans laquelle ils vivent». L'intégration économique est, avec l'éducation et la formation, le moyen le plus efficace de lutter contre le racisme et les discriminations, estime le Camerounais. Le regard des autochtones change: en tant qu'entrepreneur, il est respecté puisqu'il contribue au développement du pays.

Il n'en reste pas moins que la crise du Covid-19 et l'effondrement de l'économie ont laissé des séquelles. Au sein des minorités, nombreux sont ceux qui, connaissant déjà des conditions de vie précaires, ont perdu tout moyen de subsistance. Les personnes queers et les



De jeunes diplômés universitaires tunisiens, très touchés par le chômage, discutent dans la vieille ville de Tunis.

© Navia/VU/taif

travailleuses du sexe ont fortement pâti des mesures strictes destinées à enrayer la pandémie, souligne Weema Askari, responsable de projet chez Mawjoudin. Plusieurs membres de l'association ont non seulement perdu leur emploi, mais ont aussi été expulsés par leurs propriétaires, sous de sombres prétextes. «On a observé une véritable vague de haine sur Internet. Pendant le confinement, les gens n'avaient visiblement rien de mieux à faire que de surfer à longueur de journée. Au cours des derniers mois, nous avons eu beaucoup de cas de mobbing et de personnes forcées à faire leur coming out.»

La crise du Covid-19 a également plongé de nombreux migrants dans le désespoir. Eux aussi se retrouvaient sans sa-



LA TUNISIE EN BREF

Nom

République tunisienne

Régime politique

Démocratie semi-présidentielle

Superficie

163 610 km²

Population

11,7 millions (estimation janvier 2020)

Capitale

Tunis

Ethnies

Liée à l'histoire du pays, la composition ethnique de la Tunisie est complexe : les Berbères côtoient une population aux ancêtres arabes, andalous, turcs, italiens, maltais ou d'Afrique subsaharienne.

Langues

La langue officielle est l'arabe. Au quotidien, la population parle un dialecte arabe tunisien. Dans certaines régions, surtout dans le sud du pays, les personnes âgées s'expriment encore dans les langues berbères.

Religions

Quelque 95 % de la population est musulmane. Sur l'île de Djerba, les habitants sont majoritairement ibadites. Il existe, par ailleurs, de petites communautés juives et chrétiennes.



laire, sans toit. «Alors qu'auparavant ils s'en sortaient à peu près avec 20 dinars (6,50 francs suisses) par jour, ils n'avaient tout à coup plus rien», relève Laurent Paul Nyobe qui, avec des volontaires, fournit une aide alimentaire.

Ces derniers mois, un millier de personnes a pu s'approvisionner en denrées de base. Ils sont nombreux à venir régulièrement, d'autres n'ont jamais été revus. «Cette année, beaucoup ont embarqué vers l'Europe. On recensait peut-être un drame par an ces dernières années. En 2020, il y en a eu quatre.» Parmi les victimes de ces traversées, des femmes et des enfants.

Pourtant, Laurent Paul Nyobe refuse de perdre espoir. Contrairement à de nombreux jeunes qui habitent le pays, c'est ici qu'il voit son avenir. Selon lui, la Tunisie est particulièrement dynamique. Elle offre un espace ainsi que des possibilités pour des idées nouvelles. Le prochain point sur sa liste: des services de

microfinance pour soutenir les projets de migrants. ■

Sarah Mersch est correspondante indépendante en Tunisie. Elle traite de sujets politiques, sociétaux et culturels.

Sur le terrain avec...

KARIMA GMADA KEFI

CHEFFE SUPPLÉANTE DU DOMAINE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET CRÉATION D'EMPLOI AU BUREAU DE COOPÉRATION À TUNIS, EN TUNISIE

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

Notre Bureau de coopération, qui compte dix collaborateurs de la DDC, est intégré à l'Ambassade de Suisse à Tunis, dans le quartier de Kheireddine, un peu au-delà de la Promenade de notre capitale. C'est ici que j'évalue des programmes, coordonne le travail avec les partenaires chargés de la mise en œuvre, trouve des accords avec les autorités. Je suis responsable, au sein du domaine Développement économique et création d'emploi, de nombreux sec-



teurs: la planification urbaine, l'énergie, l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Dans la région de Kasserine, nous avons aidé des communes rurales à améliorer leur approvisionnement en eau potable. Un contexte fort délicat dans un territoire instable depuis des années. La proximité de la frontière favorise la contrebande et la région est une zone de repli pour les djihadistes. Pourtant, les problèmes principaux sont le manque d'opportunités économiques et l'absence de perspectives pour les jeunes. En Tunisie, le taux de chômage est très élevé. Beaucoup de jeunes ne croient plus à l'ascension sociale grâce à des diplômes scolaires ou universi-

taires. Chaque année, le décrochage scolaire concerne 100 000 enfants, soit presque un million depuis la révolution de 2011! Aujourd'hui, les jeunes peuvent s'exprimer librement. Ils ont des droits politiques plus étendus. Mais la transformation économique et sociale n'est toujours pas achevée.

Le soutien aux jeunes ainsi que le renforcement de l'économie au niveau local constituent donc des priorités. L'encouragement de la décentralisation également. Nous aidons les communes à assumer plus de responsabilités pour leur population et leur environnement. En dépit des structures fédérales mises en place depuis la révolution, les réflexes centralistes persistent chez de nombreux Tunisiens. Dans le cadre du projet «Acte» (voir encadré), nous aidons actuellement 350 communes à effectuer un audit énergétique. La plupart n'ont pas la maîtrise de leur consommation d'énergie. Récemment, je me suis rendue dans une commune qui consacre 70% de son budget à l'énergie. Les infrastructures sont déficientes, si bien que de grandes quantités de gaz et de pétrole sont perdues. En planifiant de manière ciblée et en investissant dans les infrastructures, les communes pourraient réaliser des économies substantielles tout en œuvrant pour l'environnement. J'assiste les responsables dans l'élaboration d'un plan d'action. Ensuite, ceux-ci sont en mesure d'accéder à des fonds et à l'aide internationale.

Dans les processus de planification urbaine, il est souvent difficile de favoriser la collaboration des responsables de domaines administratifs différents. Il n'y a pas d'écoute, chacun gère son propre secteur. À Sousse, au sud de Tunis, nous avons initié, au prix de longs

efforts, une planification urbaine intégrée. Ceci a permis de décloisonner les institutions et de dégager de nouvelles capacités précieuses. Tout cela prend du temps bien sûr, mais, au vu des premiers résultats, je suis très optimiste. Les responsables ont, par exemple, élaboré une vue d'ensemble qui répertorie tous les espaces publics de la ville: du jamais vu en Tunisie! Ce projet pionnier à Sousse pourrait inspirer d'autres villes. Ainsi, nous contribuons de manière directe à une gestion plus respectueuse et plus durable du domaine public. Sousse ne s'en est pas trouvée immédiatement métamorphosée, mais les mentalités évoluent. ■

CONTRIBUTION SUISSE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Alliance des communes pour la transition énergétique (programme Acte) a été initiée par la Suisse et l'État tunisien. Au total, 350 communes reçoivent un soutien technique et financier dans le cadre du renouvellement et de la gestion de leurs systèmes énergétiques. Actuellement, en Tunisie, l'approvisionnement en énergie repose presque exclusivement sur les énergies fossiles. Pourtant, selon les engagements pris par l'État dans le cadre de l'Accord de Paris, les énergies renouvelables devraient représenter 30% d'ici à 2030. Le projet, qui bénéficie d'expériences européennes et suisses, s'appuie sur le label «European Energy Award». Ce label a déjà été décerné à plus de 400 communes en Suisse, en France, en Allemagne, en Roumanie, au Maroc et au Chili pour leur politique intégrée en matière d'énergie. La contribution helvétique au programme Acte s'élève à 3,6 millions de francs sur quatre ans.

Voix de ... Tunisie

L'ARTIVISME DE LA JEUNESSE TUNISIENNE

Il est 10h15. Je me trouve dans la banlieue nord de Tunis. J'écris cet article dans un espace de travail partagé, qui jouxte une salle de cinéma et une galerie d'art. Je profite de la belle lumière pénétrant la baie vitrée, tout en écoutant le chant des oiseaux. Cet espace semble devenir le refuge des jeunes. Ils y viennent travailler, boire un café et discuter avec leurs amis. Ils profitent également de l'air frais et de la verdure qu'offre la terrasse. Un moment hors du temps, loin de la pandémie de Covid-19.

On trouve ici des magazines, des livres sur la révolution tunisienne tels que l'essai *Dégage dégage dégage ils ont dit dégage* de Oussama Khalfaoui et de Najeh Missaoui ou encore le Guide du Routard de la Suisse. Cette mine de savoir est accessible gratuitement.

Installée au salon réservé à la lecture, je savoure le silence et la quiétude ambiants. Autour de moi, les tables sont occupées par des jeunes et des femmes, probablement des indépendants à la recherche d'inspiration et de créativité.

Je connais cet endroit depuis sa création en 2017. Mais, aujourd'hui, mon regard est différent: je prends conscience de ce que signifie cet espace pour les jeunes Tunisiens qui trouvent dans l'art et la culture une nouvelle forme d'expression puissante pour militer et faire valoir leurs droits.

Avec le musicien Mohamed Benslama, nous avons lancé La Fabrique Art Studio, destinée aux artistes et aux entrepreneurs créatifs. Cette plateforme, qui promeut l'égalité des genres et l'inclusion, offre aux jeunes talents un accès libre à l'art numérique qui est le nouvel ascenseur social. Notre éducation classique n'est plus en phase avec les aspirations à la liberté et à l'égalité des jeunes. Ceux-ci sont confrontés à des défis majeurs: une perte de confiance envers l'État, une administration publique trop archaïque, une offre politique déprimante, des incitations à l'entrepreneuriat timides et une économie qui peine à se redresser.

Pourtant, cette jeunesse, à la fois créatrice et résiliente, soutenait en mars dernier les efforts nationaux de lutte contre la pandémie de Covid-19. Pendant le confinement, des groupes et des pages Facebook d'artistes se sont organisés pour apaiser et distraire le

grand public. Des initiatives portées par des femmes se distinguent, parmi lesquelles ArchiV'Art, Klink ou encore la DJ Academy for Girls.

« LES JEUNES TUNISIENS TROUVENT DANS L'ART ET LA CULTURE UNE NOUVELLE FORME D'EXPRESSION PUISSANTE POUR MILITER ET FAIRE VALOIR LEURS DROITS. »

ArchiV'Art est une galerie virtuelle, fondée par Wafa Gabsi. La start-up a lancé l'initiative « Artists Against Corona ». Celle-ci appelait peintres et plasticiens à verser, sous forme de don, une partie de leurs revenus issus des ventes en ligne aux acteurs publics et à la société civile luttant contre la pandémie. Pour atténuer la perte de revenus des musiciens, la plateforme de réservation d'artistes Klink a, elle, mis en place un chapeau solidaire après les nombreux concerts diffusés sur le groupe Facebook « Corona Live Music ». Ces derniers, qui accompagnaient les apéros virtuels, ont ému les spectateurs. Quant à La Fabrique Art Studio, elle a créé la DJ Academy for Girls, proposant aux jeunes femmes DJ des cours de musiques électroniques en ligne.

Et si l'art et la culture étaient plus que jamais au service de l'action citoyenne? ■



OLFA ARFAOUI est artiste et féministe tunisienne. Durant les dix dernières années, elle s'est spécialisée dans la question de l'égalité des genres à travers l'art et la culture. Elle est à l'origine du premier réseau de talents féminins dans les arts numériques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ainsi que de la première école de DJing pour filles en Tunisie. Elle a été primée par ONU Femmes et l'association Ashoka pour son engagement en faveur de l'égalité et de la diversité. Elle a produit des films sur l'égalité devant l'héritage et sur les femmes dans l'industrie des musiques électroniques.



DES EMPLOIS POUR LES JEUNES HONDURIENS

Le projet de formation professionnelle ProJoven au Honduras aide les jeunes défavorisés à entrer dans le monde du travail. Malgré la pandémie de Covid-19, il ne cesse de se développer. Et surprend même par sa capacité d'adaptation.

Texte : Luca Beti

Mirna Mendez a grandi au milieu des moteurs et de l'odeur d'essence. C'est ainsi qu'elle est tombée amoureuse des voitures. Vêtue d'une salopette tâchée d'huile, elle travaille dans un atelier de réparation. De son côté, Francesco Chinchilla a grandi dans la rue jusqu'à ses neuf ans. Il a néanmoins réussi à échapper au sort de nombreux jeunes Honduriens, qui sont recrutés par les «Maras», des gangs criminels. Aujourd'hui, il vend des sandwiches, des nachos et des empanadas. Comme Mirna et Francesco, des milliers d'autres jeunes se sont donné une chance en participant au projet Pro Joven, mis en œuvre par l'ONG Swisscontact et financé par la DDC.

Au Honduras, 64,5% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 5,7% sont au chômage et la moitié se trouve en situation de sous-emploi. Les jeunes sont les plus touchés. Une situation qui les met à l'écart de la société et les pousse vers le crime organisé. «Avec

ProJoven, nous voulons aider les jeunes à sortir du cercle vicieux de la violence et de la pauvreté», explique Olga Tinoco, responsable de projet chez Swisscontact.

Gagner la confiance du secteur privé

Le projet est dans sa deuxième phase, laquelle se terminera à la fin de l'année. De 2013 à 2017, 12 000 jeunes de 18 à 30 ans ont suivi une formation et 4 500 sont devenus indépendants ou ont décroché un emploi dans des secteurs qui ont fort besoin de main-d'œuvre, tels que la gastronomie, les services, le tourisme ou la construction. «Le projet vise à améliorer la qualité et la quantité des offres de formation, en collaboration avec des acteurs publics et privés. C'est le seul moyen de répondre adéquatement aux besoins du marché du travail», souligne Angie Murillo Gough, chargée de programme au Bureau de coopération de la DDC au Honduras.

Le succès de ProJoven tient à la collaboration avec de nombreux partenaires. Parmi eux, des ONG, des fondations, des institutions ecclésiastiques, des Chambres du commerce, le ministère du Développement économique ainsi que celui du Travail et de la Sécurité sociale, sans oublier l'Institut national de la formation professionnelle. «En

gagnant la confiance du secteur privé, nous avons pu créer des emplois pour les jeunes», relève Olga Tinoco. Cette collaboration a permis d'intégrer le système dual de formation suisse au centre d'apprentissage de l'hôtel Escuela Madrid à Tegucigalpa.

Dans la deuxième phase en cours, 6 000 jeunes du District central et des régions du golfe de Fonseca, de La Mosquitia et d'Atlántida devaient trouver un emploi. Un objectif révisé en raison de la pandémie de Covid-19. On craint la perte de quelque 350 000 postes et une hausse du chômage de 9,5%. «En raison du confinement décrété par les autorités en mars dernier, nous avons dû développer de nouvelles méthodes pédagogiques pour pouvoir continuer à former les jeunes», précise Olga Tinoco.

Formation en ligne

En peu de temps, les responsables de projet ont dû mettre à disposition des plateformes et des outils de formation en ligne. Une tâche pas facile, vu le manque de réseau Internet et d'équipement électronique. La situation a désécurisé les élèves, lesquels souffrent d'isolement et de la récession. «Nous avons réalisé que nous devons leur apporter également un soutien psychologique. Nous avons donc mis en place un

Luz Nassar a accompli sa formation de mécanicienne en motocycles dans une école professionnelle, à Comayagua.

© ProJoven



Enixon Daney Bonilla Arias, 23 ans, est apprenti serveur. Il acquiert une expérience pratique.

© ProJoven

service d'aide par téléphone», signale Olga Tinoco.

Cette crise a aussi permis aux jeunes d'acquérir de nouvelles compétences. ProJoven a lancé plusieurs initiatives pour venir en aide à la population. Ainsi, en collaboration avec une entreprise privée et au moyen d'une imprimante 3D, les apprentis ont fabriqué des pièces de rechange pour respirateurs, ainsi que des masques et des lunettes de protection.

Repas au personnel soignant

Une autre idée a été développée dans le domaine de la gastronomie. «Les élèves ont préparé des repas dans les centres de formation et les ont distribués au personnel soignant ainsi qu'aux per-

sonnes dans le besoin», indique Olga Tinoco. Et d'ajouter: «Cette expérience a motivé beaucoup d'entre eux à se lancer dans la préparation de repas et la livraison à domicile pour subvenir aux besoins de leur famille.»

La coopération au développement bilatérale en Amérique latine prendra fin dans quatre ans. Que restera-t-il du projet? «ProJoven a contribué de manière durable à la modernisation et à l'amélioration de la formation professionnelle. Le projet a également créé des emplois pour les jeunes en collaboration avec le secteur privé», répond Angie Murillo Gough. «Nous avons donné à de nombreux jeunes la possibilité de réorienter leur vie. Le projet a aussi permis de prévenir la violence», poursuit Olga Tonoco. Francesco Chinchilla le sait bien: ayant échappé à la délinquance, il est devenu un entrepreneur respectable et un modèle pour sa fille. ■

GANGRENÉ PAR LA VIOLENCE

Le nombre de meurtres au Honduras est l'un des plus élevés du monde. En 2019, le pays a recensé 4000 homicides, soit plus de dix par jour, dont 71,5 % par arme à feu. En comparaison, la Suisse en a enregistré 207 au cours de la même période. Au Honduras, les victimes sont principalement des hommes âgés de 15 à 44 ans. Il s'agit, dans la plupart des cas, de règlements de compte menés par un tueur à gages. En Amérique centrale, le nombre élevé d'homicides est dû au crime organisé et aux gangs rivaux qui se disputent la contrebande de cocaïne vers les États-Unis. Au Honduras, la violence et les conditions de vie précaires ont poussé des milliers de personnes à quitter leur foyer. Le pays compte plus de 250 000 déplacés internes.

POUR ACCOMPAGNER LA PAROLE VERS LE DÉPÔT DE PLAINTE

Lutter contre la peur, faire condamner les coupables : au Soudan du Sud, un réseau de centres spécialisés offre un soutien médical, psychologique et juridique aux victimes de violences sexuelles. La Suisse a financé l'un d'eux. Un deuxième est en cours de planification.

Texte : Christian Zeier

Samira* avait 14 ans lorsqu'elle a subi un viol. Accusée par sa grand-mère d'avoir volé quelque chose, la jeune fille clame son innocence. Mais son aïeule l'emmène au poste de police local. Arrêtée, Samira doit rester en détention jusqu'à la fin de l'enquête. La première

nuit, elle est harcelée sexuellement par un policier, puis violée.

Malgré son jeune âge, Samira trouve la force et le courage de dénoncer le lendemain l'auteur du crime. Les policiers arrêtent leur collègue et conduisent la jeune fille au centre spécialisé de protection des familles de l'hôpital voisin. Elle reçoit un soutien psychologique, avant d'être examinée par une équipe médicale.

La jeune fille se voit ensuite proposer une assistance juridique, ce qu'elle accepte. Une enquête a lieu, suivie d'un procès. Résultat : au bout de deux mois seulement, le policier est condamné à dix ans de prison et à une amende.

Les femmes se défendent

Ce qui semble aller de soi est pourtant loin d'être une évidence. Samira vit à Wau, une ville dans le nord-ouest du Soudan du Sud, où les violences sexuelles sont encore rarement poursuivies et sanctionnées. Si les faits avaient eu lieu quelques années plus tôt, elle aurait eu peu de chances d'obtenir une prise en charge adéquate et de se faire entendre de la justice. «Le fait qu'un policier soit traduit en justice n'était encore jamais

arrivé», souligne Modong Diana, du Bureau de coopération suisse au Soudan du Sud. Les femmes peinent déjà à accéder à un soutien psychologique et médical approprié, sans parler des démarches nécessaires pour porter plainte.

C'est pourquoi le premier centre spécialisé de Wau s'est ouvert en 2018, avec l'aide financière de la Suisse. Les victimes de violences sexuelles y reçoivent un soutien médical et psychosocial, mais également juridique : le tout au même endroit. «Le fait que tous ces services soient fournis de manière confidentielle dans un lieu sûr rassure les personnes, relève Modong Diana. L'existence de ce centre a encouragé de nombreuses femmes à dénoncer les violences subies et à demander justice.» Depuis son ouverture il y a deux ans, le centre a enregistré 231 cas, dont 58 ayant donné lieu à une condamnation en justice. Vingt ont été traités dans le cadre d'une médiation et 25 par un tribunal traditionnel.

Selon Frank Bertelsbeck, responsable à Berne des projets de la DDC au Soudan du Sud, c'est un grand succès : «Dans ce pays, les affaires de violences sexuelles sont traditionnellement étouffées. Notre objectif est de briser le silence.» Le centre spécialisé y contribue en en-

LE PLUS JEUNE PAYS EN CRISE

Le 9 juillet prochain, le Soudan du Sud fêtera ses dix ans d'existence. Jusqu'ici, le plus jeune pays du monde n'a guère eu de raisons de se réjouir. La guerre civile qui a éclaté en 2013 a coûté la vie à des centaines de milliers de personnes et entraîné le déplacement de plus de deux millions de civils. Les conflits armés se sont poursuivis pendant des années. Pour les cinq premiers mois de 2020, la Mission des Nations Unies présente sur le terrain rapportait 415 incidents violents. Une lueur d'espoir : en octobre dernier, le gouvernement de transition et les groupes rebelles ont signé un accord de paix. Ce n'est néanmoins pas le premier du genre. Aucun des précédents n'a réellement abouti.

courageant les acteurs importants tels que la police, la justice, le corps médical et les milieux politiques à agir ensemble. Les autorités locales et les ministères responsables sont étroitement associés à la démarche et soutiennent le projet avec des ressources humaines. Le travail de sensibilisation a, par ailleurs, préparé le terrain pour mieux faire accepter le centre par la population, explique Modong Diana. «Nos chiffres montrent que le fait de dénoncer des violences sexuelles n'est plus tabou.»

Faire participer les organisations locales

Le problème ne se limite toutefois pas à Wau. En 2017, une enquête menée par l'International Rescue Committee et le Global Women's Institute révélait qu'environ 65% des femmes interrogées au Soudan du Sud avaient subi des violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie. Pour lutter contre ces abus,

le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a lancé une initiative contre les violences sexuelles et ouvert le premier centre spécialisé dans la capitale Juba en 2017.

Il existe aujourd'hui onze centres de ce type, créés et financés par diverses ONG et pays donateurs, dans huit des dix États sud-soudanais. Le projet de Wau est soutenu non seulement par la Suisse, mais aussi par la Suède. Il est mis en œuvre par l'ONG Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA). Dans l'État voisin de Warrap, un douzième centre s'ouvrira bientôt avec le soutien de la DDC.

Modong Diana en est convaincue: le concept fonctionnera tout aussi bien dans cette région. «Le plus important est d'impliquer les organisations et les institutions locales. Celles-ci comprennent mieux les conditions locales et peuvent assurer la continuité du projet.» L'appui financier suisse relève

du secteur de l'Aide humanitaire, avec par définition un horizon limité. «Les condamnations obtenues sont un succès, mais ce n'est qu'un début, observe Frank Bertelsbeck. Pour faire évoluer le comportement des hommes, un engagement à long terme est nécessaire.» ■

* Prénom d'emprunt

Au Soudan du Sud, comme ici à Wau, des groupes d'action sensibilisent la population à l'importance de dénoncer les violences sexuelles.

© FNUAP



DDC INTERNE

AFRIQUE: VERS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

(evp) L'exode rural sans précédent que connaît toute l'Afrique constitue un énorme défi pour les villes. Les zones d'habitation informelles sont en expansion rapide. Le manque d'installations sanitaires adéquates favorise l'apparition de diverses maladies hydriques. Autre problème: le degré d'insécurité alimentaire dans ces zones compte parmi les plus élevés du continent. Les populations de ces quartiers font ainsi partie des groupes les plus vulnérables du monde. L'initiative de développement RUNRES, lancée par la DDC, veut remédier à la fois aux conditions sanitaires et à l'insécurité alimentaire: sa démarche consiste à identifier, à tester et à implémenter des innovations. L'objectif est de favoriser une économie circulaire en Éthiopie, au Rwanda, en République démocratique du Congo et en Afrique du Sud, pour des systèmes alimentaires résistants et durables en zone urbaine.

Durée du projet: 2019–2023

Volume: 4,5 millions CHF

AFRIQUE DE L'OUEST: AMÉLIORER L'ÉDUCATION

(wla) En Afrique de l'Ouest, les dirigeants et les responsables tels que ministres, ONG ou acteurs de la société civile n'ont souvent pas les compétences spécifiques et les capacités nécessaires à l'amélioration du système éducatif. Le programme d'appui régional «Qualité de l'éducation en Afrique de l'Ouest» entend former 2300 cadres – dont 30% de femmes – pour qu'ils puissent concevoir, analyser et transmettre des innovations éducatives et pédagogiques. Le but est de transformer le système éducatif. Les élèves recevront ainsi un enseignement de

qualité, qui augmentera leurs chances d'accéder à une formation professionnelle ou post-obligatoire qualifiée.

Durée du projet: 2019–2027

Volume: 7,28 millions CHF

UKRAINE: DÉCENTRALISATION DE L'ÉDUCATION

(acm) L'Ukraine connaît actuellement de profonds changements politiques, sociaux et économiques. Parmi les innovations lancées par les autorités figure la décentralisation du système éducatif: contenus actualisés, enseignants qualifiés et contrôles de qualité stricts sont au cœur de la démarche. À travers le projet «Décentralisation pour une meilleure éducation démocratique», la DDC veut rendre le système éducatif efficace, transparent et participatif en région rurale. Il s'agit également de renforcer le rapport de confiance entre les autorités locales et la société civile, en favorisant l'engagement social de la jeunesse.

Durée du projet: 2019–2024

Volume: 4,43 millions CHF

BANGLADESH: DES MESURES POUR ATTÉNUER L'IMPACT DU COVID-19

(somar) Au Bangladesh, le ralentissement de certains secteurs clés, tels que l'industrie textile, risque d'effiloche la croissance économique à long terme. Le retour d'un grand nombre de migrants et l'interruption des transferts d'argent fragilisent également le pays. Pour réduire les conséquences sanitaires et socio-économiques du Covid-19, la DDC soutient le gouvernement dans plusieurs domaines: approvisionnement en eau potable et en nourriture, aide en espèces, accès à l'information et prévention. La longue expérience de la Suisse et de

ses partenaires (Unicef, Programme des Nations Unies pour le développement et ONG locales) ainsi que la relation de confiance avec les autorités nationales et locales apportent une plus-value à cette initiative.

Durée du projet: 2020–2023

Volume: 3 millions CHF

MONDE: UNE RÉPONSE RAPIDE ET COORDONNÉE AU CORONAVIRUS

(bumir) La crise du Covid-19 a une incidence directe sur les moyens de subsistance de millions de personnes. Une réponse globale, rapide et coordonnée est impérative. Solidaire et responsable, la Suisse contribue au fonds d'affectation spécial mis en place par les Nations Unies (UN COVID-19 Response and Recovery Fund). Ce dernier fournit un financement à court et à moyen terme aux pays dans le besoin pour lutter contre la pandémie, réduire son impact socio-économique et faciliter la reprise économique.

Durée du projet: 2020–2022

Volume: 8 millions CHF

« LE DÉVELOPPEMENT, C'EST LA LIBERTÉ DE MENER UNE VIE AUTONOME »

La Suisse a adopté, l'an passé, une nouvelle stratégie de coopération internationale (2021-2024). Quels sont les éléments d'une bonne politique de développement et dans quelle mesure l'approche suisse correspond-elle à ces exigences ? Entretien avec Isabel Günther et Elísio Macamo, respectivement économiste et sociologue du développement.

Entretien : Samuel Schlaefli

Elísio Macamo, vous avez grandi au Mozambique et avez mené de nombreuses recherches sur ce pays. La coopération suisse au développement y est présente depuis 1979. Avec quel impact ?

Elísio Macamo: Le travail de la Suisse au Mozambique est pertinent. Celle-ci est très active, particulièrement dans la promotion de la paix et la médiation. En 2019, elle a fourni de l'aide humanitaire à la population après le passage du cyclone Idai. Mais votre question me pose problème, car je refuse de considérer ces activités comme un travail de développement. Il est vrai que les projets de promotion de la santé peuvent avoir des effets positifs, comme la réduction des maladies infectieuses. Mais cela ne permet pas aux pays de définir eux-mêmes leurs problèmes et de trouver des solutions durables. À mes yeux, le terme « coopération au développement » décrit principalement un organisme international qui finance des programmes préservant ce même organisme. Je ne veux pas être cynique, mais il existe un marché de niche qui répond à la conviction de faire le bien dans le monde.

Isabel Günther, êtes-vous d'accord avec Elísio Macamo ? La coopération internationale ne favorise-t-elle pas le développement ?

Isabel Günther: Il faut définir ce qu'on entend par développement. Si le terme désigne une amélioration de la santé et un meilleur accès à l'éducation, oui, de nombreuses organisations contribuent positivement à ces objectifs. Dans une optique macroéconomique, on peut se demander si la coopération internationale permet aux États bénéficiaires de se développer selon leurs propres aspirations. Sous cet angle, sa contribution se révèle mince. Un constat confirmé par des études macroéconomiques. Les montants consacrés à l'aide au développement dans le monde sont bien trop faibles: quelque 150 milliards de dollars par année, soit l'équivalent du chiffre d'affaires de deux multinationales suisses.

N'est-ce donc qu'une goutte d'eau dans un océan de besoins ?

Isabel Günther: Non, je ne suis pas aussi pessimiste, car le développement peut également s'effectuer à un niveau

micro. Sur ce point, je rejoins Amartya Sen, l'économiste indien du développement, qui considère que ce dernier est essentiellement la capacité de l'individu à être acteur de sa propre vie. Si les enfants ont un meilleur accès aux services de santé et à l'éducation, ils auront plus d'opportunités qui se présenteront à eux tout au long de leur vie.

Une question fondamentale se pose: ne serait-il pas nettement plus efficace de réduire les barrières commerciales pour les pays du Sud, d'annuler le service de la dette ou de garantir la justice fiscale, au lieu de soutenir certains groupes par des projets à court terme ?

Isabel Günther: Il est évident qu'un impôt mondial sur la fortune serait très efficace pour réduire la pauvreté. Les 2000 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 4,6 milliards de personnes les plus pauvres. Si les actifs des 1% les plus riches de la population mondiale étaient taxés à seulement 0,5%, nous obtiendrions environ cinq fois le budget actuel de la coopération au développement. Mais une telle taxe est-elle réaliste à court terme ? Il faut certainement s'attaquer

ISABEL GÜNTHER est professeure d'économie du développement à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). Elle dirige depuis 2014 le Centre pour le développement et la coopération (NADEL). Ses travaux portent sur la mesure de la pauvreté et des inégalités ainsi que sur l'efficacité des politiques et des technologies de réduction de la pauvreté. Elle a mené des recherches au Bénin, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, en Ouganda et en Afrique du Sud.



© Samuel Schierli



© Samuel Schierli

ELÍSIO MACAMO est professeur de sociologie et spécialiste en études africaines à l'Université de Bâle. Il a enseigné la sociologie du développement à l'Université de Bayreuth (D) et a été membre fondateur de la Bayreuth International Graduate School of African Studies. Au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, sis à Dakar (Sénégal), il propose régulièrement des ateliers méthodologiques aux doctorants africains.

aux inégalités structurelles mondiales. Ce n'est toutefois pas un argument pour renoncer à faire ce qui est possible dans les conditions actuelles, même si c'est à une échelle nettement plus petite.

Elísio Macamo: Un autre point me semble important. Les problèmes politiques devraient être articulés sur le terrain et non ailleurs. La Suisse et d'autres pays utilisent leur pouvoir financier pour modifier, par exemple, les conditions de travail. Ils deviennent ainsi des acteurs politiques, notamment au Mozambique. De plus, les organisations de développement sont censées remédier à des problèmes préexistants. Or, ces trente à quarante dernières années, elles se sont surtout occupées des problèmes qu'elles ont elles-mêmes créés.

Pouvez-vous citer un exemple ?

Elísio Macamo: Grâce aux progrès dans le secteur de la santé, nous vivons plus longtemps, sommes moins malades et de plus en plus nombreux. Ce qui nécessite des infrastructures et des emplois que nous ne pouvons pas créer seuls. Cela peut sembler être une position malthusienne, mais il est naïf de penser que la coopération internationale résout uniquement les problèmes occasionnés par d'autres. Les succès en matière de développement donnent lieu à de nouveaux problèmes, qui doivent à leur tour être surmontés.

Est-ce un appel à renoncer à toute coopération au développement ?

Elísio Macamo: Non, mais une réflexion sur son rôle et son sens s'impose. L'idée selon laquelle l'aide au développement devrait résoudre les problèmes créés par « les Africains » prévaut encore souvent. Or, l'histoire de ces cinq derniers siècles montre que c'est faux.

Isabel Günther, rejoignez-vous Elísio Macamo sur ce point ? Faut-il revoir la notion de coopération au développement ?

Isabel Günther: Je voudrais tout de même signaler le recul historique de la mortalité infantile dans le monde ces cinquante dernières années. C'est là un progrès majeur, et non un pro-

blème supplémentaire. Aucun parent du monde ne veut voir son enfant mourir. Bien sûr, il faut être conscient de la dynamique générée par certaines interventions. Mais ce problème n'est pas spécifique à la coopération au développement. Toutefois, je suis d'accord avec Elísio Macamo pour dire que l'aide européenne au développement ne peut pas résoudre les défis auxquels l'Afrique fait face. Et que nous sommes tous à la fois la cause et la solution des grands problèmes du monde.

Passons à la stratégie de coopération internationale 2021-2024, adoptée par le Parlement l'an dernier. Au cours de la procédure de consultation, cette nouvelle orientation a été critiquée par de nombreuses organisations de la société civile. Elísio Macamo, quelle est votre appréciation de cette stratégie ?

Elísio Macamo: Je la trouve quelque peu étonnante. La stratégie doit, par exemple, diminuer les causes des migrations et des déplacements forcés. Mais pourquoi lutter contre les migrations ? Celles-ci peuvent constituer une solution pour des pays comme le Mozambique ou le Sénégal. L'Europe s'est aussi développée en donnant aux jeunes ou aux personnes pauvres la possibilité d'émigrer. En ce moment, une guerre se joue dans le nord du Mozambique. L'une des causes du conflit est que de nombreux jeunes sans perspectives d'avenir ne peuvent pas quitter la région. Je ne comprends pas en quoi les migrations représentent un problème prioritaire en Suisse.

Isabel Günther, selon vous, la coopération au développement doit-elle contribuer à enrayer les migrations ?

Isabel Günther: C'est problématique à plusieurs égards. Le développement est la liberté de mener une vie autonome, ce qui inclut le droit à la mobilité. D'un point de vue économique, les migra-

tions sont d'ailleurs le moyen le plus efficace pour réduire la pauvreté.

Dans quel sens ?

Isabel Günther: Des études ont montré que l'inégalité des chances découle principalement de la nationalité. Quelque 60% des disparités de revenus dans le monde sont dues au lieu de naissance. Environ 20% des inégalités dépendent de la situation économique du foyer parental. Et seules 20% sont déterminées par l'emploi de la personne, son éducation et d'autres facteurs personnels. C'est pourquoi les migrations sont aussi efficaces : à formation égale et travail identique, une personne peut voir son revenu nettement augmenter dans un autre pays. La coopération au développement doit accompagner les migrations, de manière à créer les meilleures opportunités pour tous. Ce type d'approche est en partie repris dans la stratégie 2021-2024. Mais la volonté de réduire les migrations via la coopération au développement devrait être abandonnée.

Autre point fort de la nouvelle orientation : le renforcement de la collaboration avec le secteur privé pour profiter de sa « force d'innovation » et de son expertise. Quels sont, d'après vous, les risques et opportunités des partenariats public-privé ?

Isabel Günther: Il est évident qu'une collaboration est très utile pour surmonter les nombreux défis. Un exemple actuel concerne la recherche, la production, la distribution et l'utilisation d'un vaccin anti-Covid. Toutes les parties prenantes ont leur rôle à jouer, que ce soient la science, le secteur privé, les États ou la société civile. Mais l'engagement avec le secteur privé risque de se transformer en une promotion cachée des exportations suisses. Les fonds destinés au développement ne doivent pas servir à cette fin.

La nouvelle stratégie met également l'accent sur l'évaluation d'impact des projets. Une approche plus scientifique mène-t-elle automatiquement à une meilleure efficacité ?

Isabel Günther: L'exigence de plus de preuves ne devrait pas revenir à mesurer l'efficacité de chaque projet. Ce n'est ni faisable ni raisonnable. Il s'agit plutôt de prendre en compte les données scientifiques existantes pour rendre la coopération au développement plus efficace en termes d'amélioration des conditions de vie.

Elísio Macamo: L'idée de renforcer les évaluations fait suite au débat permanent sur le prétendu gaspillage des fonds de la coopération au développement. Je suis d'accord avec Isabel Günther. Oui, il faut évaluer l'impact de l'argent dépensé. Mais cela ne doit pas aboutir à une remise en question systématique de la coopération au développement, dont les objectifs seraient réduits à la seule efficacité. L'efficacité et l'impact sont souvent plus difficiles à mesurer. Au Royaume-Uni, l'aide au développement ne mène plus que des activités parfaitement mesurables. On ne cherche donc plus à savoir si ses programmes sont importants pour les personnes dans le besoin.

Isabel Günther: Mais ces dérives ne doivent pas servir d'excuse pour ignorer les connaissances empiriques existantes. Il est de notre devoir de prendre en compte les preuves scientifiques, comme dans tout autre domaine politique. D'autant plus que les fonds disponibles sont très limités. ■

ENTRE AMÉLIORATION ET EFFONDREMENT

Le monde devient-il meilleur ou se dégrade-t-il ? La réponse peut avoir des conséquences importantes sur la société et par là même sur la coopération au développement.

Texte : Christian Zeier

L'actualité internationale rend compte quotidiennement des problèmes, des manifestations, des conflits et des catastrophes qui secouent le monde. Lequel apparaît, dès lors, se trouver au bord du gouffre. La situation va-t-elle de mal en pis ?

En 2017, l'institut de sondage Ipsos a interrogé plus de 26 000 personnes dans 28 pays sur l'état du monde. Seul un cinquième d'entre elles considéraient que le nombre d'individus vivant dans l'extrême pauvreté avait diminué depuis vingt ans. Quelque 39% estimaient que la mortalité infantile avait baissé. Pourtant, les statistiques sont claires : la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté recule depuis deux siècles et a même considérablement décliné ces vingt dernières années. La mortalité infantile a été divisée par deux. Même les pays les moins développés présentent de grands progrès en la matière. En outre, l'espérance de vie a plus que doublé depuis 1900. Le nombre de morts violentes a sensiblement fléchi. Et plus de personnes vont à l'école plus longtemps. Vivons-nous alors la meilleure des époques ? Dans l'affirmative, pourquoi n'en avons-nous pas davantage conscience ?

Faire connaître les statistiques

De plus en plus de scientifiques travaillent sur le fossé entre données statistiques et perception subjective. Le

professeur suédois de santé internationale Hans Rosling, décédé en 2017, était l'un des plus connus d'entre eux. Des années durant, il a posé à des milliers de personnes les mêmes questions sur l'état du monde. Constat : la plupart d'entre elles sont très loin de la réalité. Hans Rosling a publié de nombreux articles et donné de nombreuses conférences pour démontrer que trop de gens avaient une image sombre du monde. Il lui importait donc d'exposer les faits.

« LE MONDE EST COMME UN ENFANT MALADE SUR LE LENT CHEMIN DE LA GUÉRISON. IL N'EST DE LOIN PAS ENCORE EN BONNE SANTÉ. »

Hans Rosling

Comme Hans Rosling, Max Roser souhaite faire connaître davantage les statistiques. L'économiste de l'Université d'Oxford dénonce les défaillances des médias et des systèmes éducatifs, censés livrer une image objective du développement mondial. Lui-même a lancé la plateforme en ligne *Our World in Data*, qui publie des statistiques mondiales et des données relatives aux grands changements sociaux. Max Roser prévient : l'ignorance généralisée quant à l'évolution positive du monde s'accompagne d'une insatisfaction généralisée. Plus de la moitié des personnes interrogées par

Ipsos s'attend à une stagnation ou à une détérioration des conditions de vie ces quinze prochaines années.

Selon Max Roser, le pessimisme a des incidences politiques. « Si l'on ne s'attend pas à une amélioration de la situation, on prendra moins de mesures susceptibles d'apporter une évolution positive », écrit-il. Si, au contraire, on ne cède pas au cynisme et se rend compte que de gros progrès sont possibles en matière de santé ou de lutte contre la pauvreté, toutes ces connaissances peuvent être utilisées pour rendre le monde meilleur. Une question de croyance devient ainsi une question de principe. Avec des conséquences potentielles sur de nombreux domaines de la société, parmi lesquels la coopération au développement.

L'attrait du pessimisme

Steven Pinker, professeur de psychologie cognitive à Harvard, évoque même une prophétie autoréalisatrice : croire que le monde se dégrade contribue à le rendre pire encore. Dans son livre *Le triomphe des Lumières*, il le démontre, statistiques à l'appui, dans des domaines tels que la santé, la formation ou la lutte contre la pauvreté. Il en est convaincu : si nous parvenions à éliminer nos préjugés erronés, notre regard sur le monde serait plus objectif (et optimiste). Mais pourquoi n'y arrive-t-on pas ?

Les événements négatifs tendent à marquer davantage la mémoire et occupent une plus grande place dans le débat public que les faits positifs. Aucun journal ne rapporte quotidiennement que la mortalité infantile a encore diminué et qu'aucun avion ne s'est écrasé. En revanche, la famine et les accidents aériens font les gros titres et génèrent de nombreux clics. De surcroît, dès que nous avons résolu un problème, nous nous concentrons généralement sur le suivant, par ordre d'importance décroissante. Le psychologue de Harvard David Levari et son équipe ont soumis des portraits aux participants à leur étude et leur ont demandé de sélectionner ceux qui leur semblaient menaçants. Le résultat est surprenant: une fois sorties du lot les images les plus menaçantes, les moins menaçantes étaient aussi considérées comme menaçantes. Autrement dit, plus les progrès sont importants, plus les injustices restantes sont mises en évidence.

Une question de perspective

Ce qui nous amène aux critiques les plus fréquentes faites à Steven Pinker et à Max Roser: le choix sélectif de leurs indicateurs et la subjectivité du bien-être. Certes, les données montrent que certains indicateurs pointent vers une amélioration, mais cela ne signifie pas forcément que le monde va mieux. D'une part, il existe parmi les progrès quantifiables de grandes disparités régionales (voir encadré) et des améliorations objectives ne contribuent pas forcément à un bien-être subjectif. La population chinoise, par exemple, a connu un essor économique impressionnant. Pourtant, selon le *World Happiness Report*, elle n'est pas plus heureuse aujourd'hui qu'en 1990. D'autre part, des indicateurs

confirment une vision pessimiste du monde: la répartition inégale des richesses, la progression de la faim ainsi que l'augmentation du nombre de réfugiés et des dangers climatiques. Les progrès sont volatils, souligne Nassim Nicholas Taleb. Ce statisticien et analyste des risques est l'un des plus fervents critiques de Steven Pinker. Une seule catastrophe peut détruire en un instant des années de progrès, relève-t-il.

«SI L'ON NE S'ATTEND PAS À UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION, ON PRENDRA MOINS DE MESURES SUSCEPTIBLES D'APPORTER UNE ÉVOLUTION POSITIVE.»

Max Roser

Aussi, la question de l'état du monde est affaire de perspective: quel horizon temporel envisageons-nous? Quelle région considérons-nous? Les chiffres comptent-ils davantage que le ressenti?

Une certitude: des données fiables peuvent contribuer à lutter contre les préjugés et à atténuer les craintes irrationnelles. Elles permettent également de résoudre les vrais problèmes toujours existants. Même Hans Rosling estimait que le monde était en convalescence: «Il est comme un enfant malade sur le lent chemin de la guérison. Il n'est de loin pas encore en bonne santé», écrivait-il. ■

INÉGALITÉS

Si le monde a réalisé d'importants progrès, de grandes disparités régionales demeurent. De nombreux pays asiatiques, par exemple, ont fait un bond en avant spectaculaire ces dernières décennies en matière d'espérance de vie. La Chine, la Thaïlande et le Sri Lanka affichent une espérance de vie de 80 ans, juste derrière les États-Unis. En revanche, les pays africains, tels que la Somalie (59), le Mozambique (60) ou la République démocratique du Congo (63), sont loin derrière. Le tableau est identique concernant l'extrême pauvreté ou le revenu par habitant.

Plus de données: www.gapminder.org, www.ourworldindata.org

Carte blanche

SANS JOURNALISME, PAS DE DÉMOCRATIE

J'ai été engagée en novembre 2008 par le rédacteur en chef du journal *The Cambodia Daily*. J'ai toujours voulu devenir journaliste pour faire entendre la voix de ceux qui n'en ont pas et dénoncer les injustices de la société. J'ai travaillé pendant six ans pour *The Cambodia Daily*, un quotidien cambodgien en anglais. J'y ai acquis les bases du métier, à savoir poser des questions, trouver des angles intéressants, analyser des documents et écrire une histoire.

Le journalisme est très important pour le bon fonctionnement d'une démocratie. Il est comme l'air qui permet



BOPHA PHORN est journaliste indépendante à Phnom Penh. Elle a travaillé six ans au quotidien *The Cambodia Daily*, en tant que journaliste et éditrice. Elle a aussi enseigné le journalisme à temps partiel à l'Université de Phnom Penh. Bopha Phorn a effectué un stage à l'agence Associated Press à New York, avant de travailler chez ABC. Elle a également collaboré avec Voice of America, Al Jazeera, le Consortium international des journalistes d'investigation et *Nikkei Asian Review*. Elle a reçu, en 2013, le prix du « Courage en journalisme » de l'International Women's Media Foundation pour son article sur la déforestation illégale. Elle a contribué à une anthologie intitulée *Phnom Penh Noir* ainsi qu'à l'ouvrage *When We Are Bold*, présentant des femmes exceptionnelles du monde entier.

au corps de respirer et de survivre. Sans journalisme, pas de démocratie. Comme la démocratie cambodgienne, le journalisme se trouve aussi en difficulté. Les journalistes cambodgiens du quotidien *The Cambodia Daily* collaboraient avec des confrères du monde entier. Beaucoup ont ensuite travaillé pour des médias de renom international.

Nous avons appris aux journalistes internationaux les réalités du Cambodge. Je me rappelle des journées de folie où nous restions au bureau jusqu'à une heure du matin pour vérifier l'exactitude de nos comptes-rendus ainsi que des reportages aventureux aux quatre coins du pays. Je me souviens également des menaces. Au Cambodge, la plupart des médias sont affiliés au gouvernement. Les médias indépendants, tels que *The Cambodia Daily*, deviennent des cibles. Beaucoup de nos articles portaient sur des sujets sensibles: des forêts illégalement abattues par des bûcherons protégés par leurs relations politiques, des communautés expulsées par des promoteurs ayant des liens politiques. Nous avons persisté et avons même remporté des victoires. Un article que j'ai écrit sur un pédophile russe bien connu, caché au Cambodge, a mené à son expulsion et à des poursuites judiciaires. Souvent, des personnes haut placées nous écrivaient ou nous appelaient pour tenter de nous intimider.

Un jour, j'ai vu la mort de près. En 2012, ma collègue et moi avons suivi l'écologiste Chut Wutty pour parler de la déforestation illégale qui détruit les forêts de l'ouest du Cambodge. Alors que nous traversions une zone d'exploitation forestière, nous avons été arrêtées par la police militaire. Laquelle réclamait nos cartes mémoire et notre appareil photo. Une dispute a éclaté. Nous sommes retournées à la voiture et la police nous a laissées partir. C'est alors que des coups

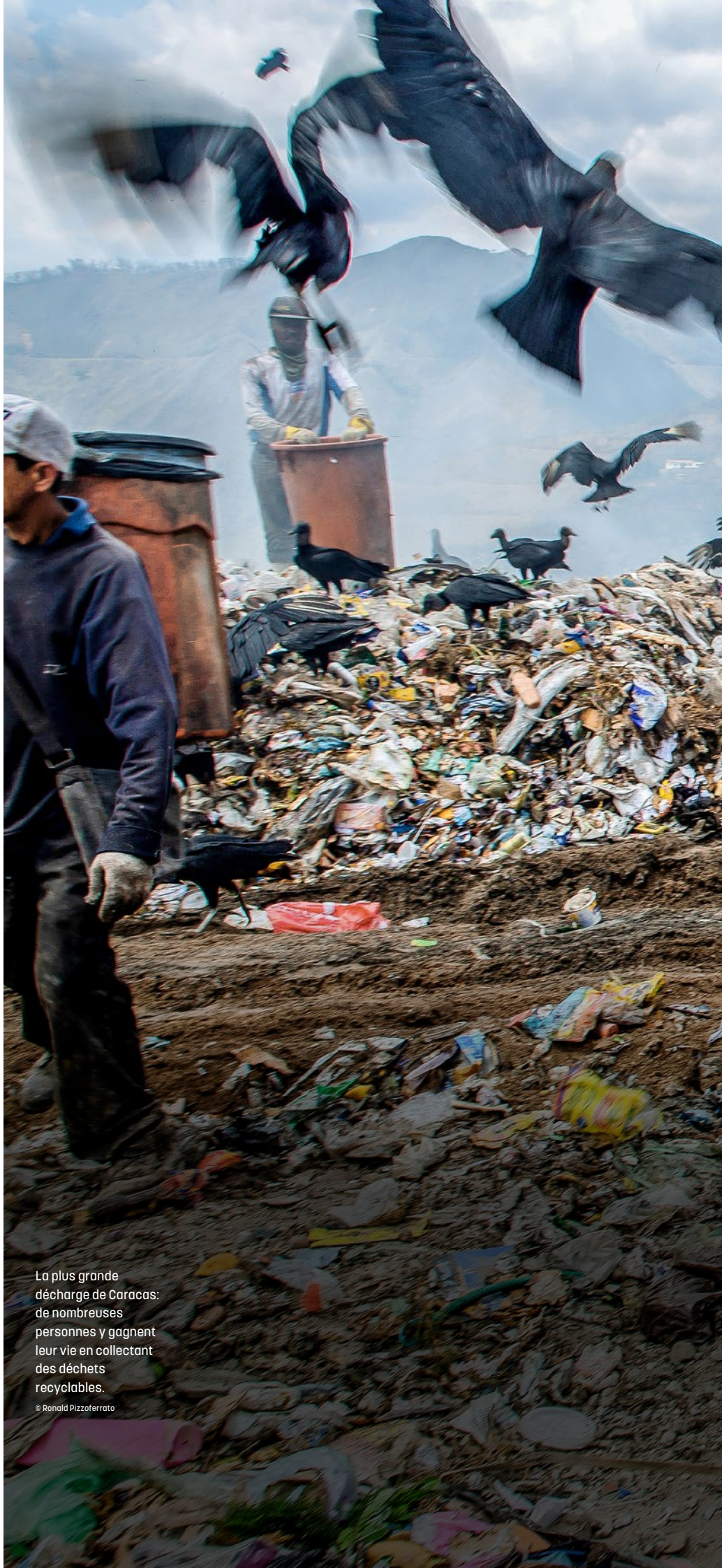
de feu ont éclaté. Deux ou trois. Assis sur le siège du conducteur, Chut Wutty s'est mis à saigner abondamment. Il est décédé quelques minutes plus tard. Un autre corps, celui d'un officier de la police militaire, gisait devant sa voiture. Les autorités cambodgiennes ont ensuite accusé ce dernier du meurtre de Chut Wutty. Elles n'ont jamais cherché à connaître le mobile de cet assassinat. Nos autorités sont censées protéger le pays et ses habitants. En réalité, elles ont abattu l'un des militants écologistes les plus engagés du pays avant d'étouffer l'affaire.

Pourtant, je n'ai pas renoncé. Certaines personnes veulent me voir quitter le pays. Si je pars, ce sera parce que je l'ai décidé. J'en suis convaincue: un jour, les journalistes cambodgiens seront libres d'écrire les articles qui font une différence dans la vie des gens. *The Cambodia Daily* n'existe plus. En 2017, le gouvernement a mené une campagne de répression contre les opposants politiques, les ONG et les médias indépendants. Sommé de payer une lourde taxe qu'il ne pouvait régler, *The Cambodia Daily* a été contraint de fermer. Le journal a consacré son ultime une à l'arrestation du chef du parti d'opposition. On pouvait y voir une photo du politicien menotté avec ce titre: «Basculement vers une dictature absolue».

Je fais partie des chanceux. J'ai lu cet article depuis les États-Unis alors que j'effectuais un stage à l'agence Associated Press, avant de travailler chez ABC. Après une dizaine d'années dans le monde du journalisme, ma passion pour le métier demeure intacte. Mes anciens collègues cambodgiens continuent à m'inspirer, poursuivant leur travail dans un contexte difficile. L'esprit du journal *The Cambodia Daily* reste vivant. ■



RONALD PIZZOFERRATO est né en 1988 à Caracas, au Venezuela. Il grandit avec ses grands-parents, qui ont émigré d'Italie dans les années 1950 pour des raisons économiques. Il passe la plus grande partie de son enfance et de son adolescence dans la rue. Ronald Pizzoferrato réalise des graffitis sur les murs de la ville, pratique le kick-boxing, traîne dans les bars et est souvent impliqué dans des bagarres. Il obtient son diplôme de kinésithérapeute dans une université fondée par l'ancien président Hugo Chávez. Son meilleur ami, Santiago, l'initie à la photographie et l'encourage à cultiver cette passion, reconnaissant son talent.



La plus grande
décharge de Caracas:
de nombreuses
personnes y gagnent
leur vie en collectant
des déchets
recyclables.

© Ronald Pizzoferrato

« C'EST MON MONDE »

Ronald Pizzoferrato est un jeune photographe vénézuélien.

À travers ses images, il présente des personnes qui luttent fièrement pour survivre au quotidien à Caracas, ville au bord de l'effondrement économique et social.



(lb) Assis devant un café dans un restaurant branché de Zurich, Ronald Pizzoferrato raconte «son» Caracas, celui que l'on voit sur ses clichés. «C'est mon monde, ce que je suis. J'ai grandi dans la rue. C'est là que j'ai appris le respect, l'amitié, la camaraderie, le bien et le mal», explique le jeune photographe. Depuis six ans, il vit entre le Venezuela et la Suisse. C'est presque par hasard qu'il est arrivé dans le pays alpin en

2014, après avoir accepté l'invitation de deux graffeurs helvétiques. «Je n'oublierai jamais le froid que j'ai ressenti le jour où je suis descendu de l'avion. Le choc culturel est survenu plus tard», se souvient Ronald Pizzoferrato. Il reste neuf mois en Suisse, met un peu d'argent de côté et s'offre un appareil photo professionnel. «J'ai commencé à documenter la vie qui m'entoure au Venezuela: les queues pour le gaz et l'eau, l'effondre-

ment social, la guérilla urbaine, les enfants jouant au ballon ou maniant un fusil.» Ses images montrent des gens fiers, très fiers. Il ne veut pas les transformer en victimes ni les juger comme le ferait un photographe occidental. Il est à la fois observateur et acteur. «Ces photos racontent aussi mon parcours, mon histoire», relève-t-il. Ronald Pizzoferrato nous livre un aperçu authentique de Caracas. De sa vie. ■



1



2



3



4

1 Patients de l'hôpital Vargas, situé au centre-ville. 2 Un enfant rentre de l'école. La police, elle, est sur le qui-vive. 3 L'inflation est telle que les billets de banque sont tout simplement jetés comme des déchets. 4 De jeunes boxeurs prennent la pose avant un tournoi. 5 Jeune homme en train de réparer les mailles d'un panier de basketball dans le quartier de Pinto Salinas. 6 Le métro de Caracas est bondé. 7 Deux mois après la réalisation de cette image, Kelvin Perez, 19 ans, est tué par un jeune homme d'un gang rival.

© Ronald Pizzoferrato (7)





© trigon-film

UN TOUR DU MONDE EN FILMS

(wr) Si les cinémas ont dû fermer leurs portes l'an passé en raison du coronavirus, la plateforme suisse *filmingo*, elle, est demeurée accessible. Créée par la fondation *trigon-film* en 2013, elle ouvre une fenêtre sur le monde avec un grand choix de films en streaming. Variés et hauts en couleur, ceux-ci sont joués dans de nombreuses langues: amharique, arménien, aymara, azerbaïdjanais, bambara, coréen, géorgien, hindi, lingala, malayalam, malgache, mongol, népalais, shuar, siswati, tadjik, wayuu, wolof ou encore yakoute. Chinois, japonais, portugais, russe, espagnol, français, anglais et allemand sont également représentés. Tous ces films d'auteurs sont soigneusement sous-titrés.

filmingo.ch ou *trigon-film.org*

FILM

L'OR BLANC



© lida

(ng) Le plateau des Salinas Grandes, au nord-ouest de l'Argentine, renferme d'énormes gisements de lithium. Également appelée « or blanc », cette matière première est très prisée, notamment pour la fabrication de batteries électriques, et attire de nombreuses sociétés internationales. Or, l'extraction de lithium nécessite de grandes quantités d'eau, laquelle manque de plus en plus aux populations autochtones. Irrespectueux de la « Pachamama » (Terre Mère), le pillage des ressources naturelles menace le mode de vie des communautés indigènes. Le film *Oro Blanco* raconte ce conflit existentiel autour de l'utilisation des terres. Ses magnifiques prises de vue silencieuses invitent à réfléchir à la durabilité. *Oro Blanco*, documentaire de Gisela

Carbajal Rodríguez, Allemagne; à visionner en streaming sur <https://www.education21.ch/fr/films>

LIVRES

À LA FORCE DE SA VOLONTÉ ET DE SES BRAS

(zs) Atteint de polio dès l'âge de trois ans, Mamadou Sow veut rejoindre l'Europe pour faire appareiller ses jambes inertes. Doté d'une force mentale extraordinaire, le jeune homme, né en Guinée-Conakry, prend la route en 2016. Il traverse le désert, la Libye et la Méditerranée pour rejoindre les rives siciliennes. « Je ne pouvais compter que sur mes bras et mon courage pour me transporter », confie-t-il dans son premier récit dicté par téléphone. C'est Elisabeth Zurbriggen qui a recueilli son témoignage. Lequel a pris la forme d'un abécédaire, ressemblant à leurs échanges: Mamadou Sow « ne délivre pas tout son savoir en même temps mais par petites touches », commente-t-elle dans l'avant-propos. À partir d'un mot, il dévoile un morceau de son histoire. Sous la lettre T, Terreur: à Tripoli, « c'était le désordre total, la terreur en permanence. Quand les passeurs arabes venaient nous expliquer ce qu'il fallait faire, ils en profitaient pour frapper, ils frappaient toujours. (...) Là-bas, c'était ce

qu'il y avait de pire ». Un parcours semé d'embûches, mais aussi rempli d'espoir. *Mamadou Sow, Propos recueillis par Elisabeth Zurbriggen, La route à bout de bras, Éditions Migridude, Paris, 2020*

UN REGARD SENSIBLE SUR FALLOUJAH



(zs) Feurat Alani est journaliste. En 2003, après les bombardements américains en Irak, il part en reportage à Falloujah: une ville pas comme les autres, celle de ses parents et des vacances de son enfance. De nombreux souvenirs émergent. Présent et passé se confondent. Alors que des soldats américains espionnent les habitants avec des jumelles, ceux-ci se plaignent. Ils ne se sentent plus chez eux, en particulier les femmes. Celles-ci ne peuvent plus, comme à l'accoutumée, ôter leur voile et se reposer à la belle saison sur les toits des maisons, à l'abri des regards. Malgré ce contexte sombre, renforcé par des dessins en noir et blanc uniquement, Falloujah apparaît comme une ville colorée, vivante et humaine. Richissimes se révèlent son histoire, sa culture et ses traditions. Un document à la fois fort et sensible. *Feurat Alani (texte), Halim Mahmoudi (illustrations), Falloujah. Ma campagne perdue, Steinkis, Paris, 2020*

UN TEXTE INDISPENSABLE



(zs) « J'aimerais que nous rêvions à un monde différent et que nous commençons à le préparer. Un monde plus juste. Un monde où les hommes et les femmes seront plus heureux et plus honnêtes envers eux-mêmes. Et voici le point de départ: nous devons élever nos filles

autrement. Et aussi nos garçons.» Le célèbre manifeste de Chimamanda Ngozi Adichie a été adapté aux enfants de 6 à 12 ans. Avec intelligence et humour, l'écrivaine nigérienne y traite d'égalité des genres et de respect. Elle fait part de sa propre expérience et partage des anecdotes croustillantes de son enfance. Un album indispensable et joliment illustré. *Chimamanda Ngozi Adichie (texte), Leire Salaberria (illustrations), Nous sommes tous des féministes, Galimard Jeunesse, Paris, 2020*

MUSIQUE

RÉSONANCES CAPTIVANTES



(er) Le sextet mongol Khusugtun puise son inspiration dans ses origines nomades, relayant l'ambiance des steppes infinies, des forêts bruissantes et des sommets balayés par le vent. Son deuxième album révèle le chant guttural masculin cultivé depuis des générations en République de Touva, au sud de la Sibérie et en Mongolie voisine. On y découvre des tonalités rauques fascinantes, mais aussi des sons aigus et jubilatoires auxquels une voix féminine ajoute ses accents. À la fois aérien et ancré dans la terre, le timbre est mis en valeur par une instrumentation traditionnelle. Le violon à tête de cheval, les luths, la cithare cintrée Yatga et la guimbarde sont complétés par des instruments d'origine non asiatiques comme le violoncelle ou la guitare. Le groupe interprète notamment des chants de louange aux chevaux et aux chameaux. Captivant. *Khusugtun, Jangar (Buda Musique)*

LIASON STIMULANTE



(er) *Mozart y Mambo* est un projet aussi improbable qu'audacieux, initié et réalisé par Sarah Willis. Lorsque la corniste américano-britannique, membre de l'Orchestre philharmonique de Berlin, découvre une statue de Mozart à La Havane, elle a l'idée d'associer des œuvres du compositeur autrichien à la musique traditionnelle cubaine. Le projet établit une liaison stimulante entre la légèreté mélodique de Mozart et l'exaltation rythmique du mambo. Il réunit les jeunes musiciens du Havana Lyceum Orchestra et des artistes de la scène musicale classique et populaire de Cuba. *Sarah Willis, Mozart y Mambo (Alpha Classics/MusiKontakt)*

FUSION ENIVRANTE

(er) Sofiane Ben Youssef est un adepte de la légendaire boîte à rythmes analogique Roland en 1980. D'où le numéro 808 que le musicien tunisien basé à Bruxelles a décidé d'ajouter à son nom de scène. Pour son dernier album, l'artiste s'est rendu à Chennai, la capitale du Tamil Nadu (État du sud-est de l'Inde). Il enregistre des voix impressionnantes récitant des histoires épiques en langue tamoule, mais aussi des mélodies locales et des séquences de rap. En studio, Ammar 808 entrelace ces enregistrements de terrain avec ses propres lignes de percussions électroniques pour une fusion complexe et enivrante du mythe avec la modernité. *Ammar 808, Global Control/Invisible Invasion (Glitterbeat Records/Indigo)*

COUP DE CŒUR



À la recherche de soi

Mbene Mwambene, acteur aux origines malawiennes et zambiennes, vit à Berne depuis cinq ans. Avec le collectif experitheater, il réalise actuellement le projet Blackbox à Zurich.

Avant d'arriver en Europe, j'étais en quelque sorte une autre personne. Je devais soudain composer avec deux expériences, celle du théâtre européen et celle que j'avais connue au Malawi. On devient hybride, parce qu'il faut trouver des moyens qui fonctionnent dans les deux mondes. Au Malawi, le public s'attend à recevoir des réponses et n'hésite pas à participer à la représentation. En Suisse, il y a un mur entre la scène et le public. On espère que les gens repartent au moins avec quelques questions et réflexions. Pour un acteur, voyager et interagir avec d'autres artistes est une expérience authentique. Il est confronté à des émotions et à des personnes réelles, ce qui lui donne de nouveaux outils pour réfléchir à son propre travail. En Asie, en Europe, en Amérique du Sud ou en Afrique, la création artistique connaît de multiples approches. Nous vivons chacun dans notre boîte, avec nos propres valeurs. Pourtant, nous avons tant à apprendre les uns des autres. C'est une énorme chance, mais les différences peuvent aussi se traduire par des difficultés. D'où la nécessité pour moi de mettre au jour le processus de création d'une pièce. Je veux faire de l'art sincère, avec un lien personnel. Quand j'ai commencé à faire du théâtre au Malawi, c'était une réponse aux difficultés que traversait mon pays, sur les plans politique, social et culturel. À cette époque, je mettais énormément d'aspects personnels dans mon art. Ensuite, je suis passé au théâtre professionnel, mais ce n'était plus vraiment moi. Cela fait maintenant cinq ans que je vis en Suisse et je constate que le processus s'est inversé. Aujourd'hui, l'essentiel de ma création artistique repose à nouveau sur mon propre vécu : je me suis retrouvé.

(Propos recueillis par Christian Zeier)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Georg Farago (coordination globale), Beat Felber, Thomas Krajnik, Marie-Noëlle Paocolat, Charlotte Stachel, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Betti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Courriel: deza@eda.admin.ch

Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Des soignants, vêtus de combinaisons de protection, sont au front pour lutter contre la pandémie de Covid-19 à l'hôpital régional de Lviv, en Ukraine. © Hôpital régional de Lviv, Ukraine

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

**« L'utilisation des systèmes de santé
augmente et (...) la charge de morbidité évolue
vers des maladies plus complexes. »**

Constat de la Lancet Global Health Commission, page 12

**« Et si l'art et la culture étaient plus
que jamais au service de l'action citoyenne ? »**

Olfa Arfaoui, page 25

**« Nous voulons aider les jeunes à sortir du cercle
vicieux de la violence et de la pauvreté. »**

Olga Tinoco, page 27
